

Une nouvelle étape UN CRIME QU'IL FAUT EMPÊCHER

Lorsque nous avons lancé la *Vérité*, nous nous sommes fixés un délai de six mois pour le travail préparatoire indispensable. Il fallait montrer d'une manière tout à fait précise, ce que nous sommes, ce que nous voulons et nous savions très bien qu'une déclaration préalable, si explicite fût-elle, n'y suffirait pas. Qu'elle devrait recevoir un complément indispensable par nos commentaires des faits de la semaine, par nos réponses aux problèmes posés.

Nous devons montrer en quoi notre action se différencie de celle qui avait été menée par d'autres groupes d'opposition, dégager les points sur lesquels des divergences politiques profondes existaient. Cette différenciation fut d'autant plus nécessaire qu'au moment même où nous partions, des courants nouveaux se manifestaient au sein de la C. G. T. U., qui devaient engendrer une lutte intérieure aiguë dans les syndicats unitaires.

Ce délai de six mois s'est révélé à peine suffisant pour nous permettre d'atteindre ce premier but. La tâche d'une opposition qui vise à la révolution est rude. Elle se trouve prise entre ceux qui, en quittant le Parti abandonnent du même coup le communisme et la petite armée des fonctionnaires aguerris dans la bataille contre ceux qui se refusent à appliquer servilement les mots d'ordre de la direction. Les coups pleuvent des deux côtés. Nous en avons reçu. Nous en avons donné aussi et avons finalement réussi à nous imposer pour ce que nous sommes et non tels qu'on aurait voulu nous représenter. Nous sommes des communistes. Nous avons donné au communisme une adhésion réfléchie ; nous lui restons attachés comme nous restons attachés à la Révolution russe ; nous le défendons contre les dangereuses déformations staliniennes et nous défendons l'Union soviétique contre les forces thermidorienne qui la menacent du

ractère international sur lequel nous avons insisté souvent. Nous l'avons fait parce que cela nous a paru plus nécessaire que jamais dans une période qui se caractérise par la dispersion, le repliement sur soi qui aboutit à des mouvements ouvriers nationaux au moment où l'internationalisme de la bourgeoisie ne cesse de s'étendre. Nous avons déjà parlé de la nécessité d'un secrétariat international servant de premier lien entre les groupes d'opposition de gauche des divers pays. Nous comptons le mettre debout par un simple échange de lettres, étant donnée la difficulté matérielle qu'il y avait dès maintenant à tenir une conférence internationale.

Des circonstances nouvelles nous ayant fait entrevoir la possibilité d'une telle réunion, nous nous sommes empressés de l'organiser et c'est ainsi que, dimanche dernier, nous avons pu nous rencontrer avec des camarades appartenant aux groupes les plus importants, régler les détails matériels de la constitution du secrétariat, échanger des vues sur les situations respectives et aborder déjà les problèmes qu'aura à résoudre notre conférence internationale. L'atmosphère de cette première rencontre fut des plus réconfortantes et des plus encourageantes pour tous ceux qui y participèrent. Au soir de cette bonne journée, nous nous sentions tous plus forts pour entreprendre la nouvelle étape.

Mais il est une chose que nous avons déjà dite et que nous devons répéter : l'opposition de gauche ne peut se développer, elle ne peut accomplir sa tâche que si chacun de ses membres lui consacre tout son effort, toute son activité. Il faut accroître le rayonnement du journal ; il faut créer autour de soi des groupes qui seront autant de foyers de ralliement pour tous les communistes que les funestes zigzags staliniens alarment et ne savent plus com-

La première réunion internationale de l'Opposition communiste de gauche, tenue le 6 avril, à Paris, groupant des délégués allemand, américain, belges, espagnol, français, hongrois, italiens, tchécoslovaque, envoi son salut chaleureux et le témoignage de son étroite solidarité aux camarades bolchéviques, emprisonnés et déportés, et à leur leader exilé L.D. Trotsky.

dedans. C'est pourquoi, même lorsque nous sommes hors du Parti, nous gardons le contact avec tous les éléments sains du Parti.

Les résultats de ce travail d'éclaircissement et de délimitation se sont manifestés dans deux domaines. Nous avons dû d'abord aller au plus pressé, consacrer la plus grande partie de nos efforts au journal, à son amélioration, à son rayonnement, à sa diffusion. Mais à son rayonnement, à sa diffusion. Mais les camarades que nous avons rassemblés ont insisté toujours plus vivement sur la nécessité d'une organisation méthodique de notre groupe. Et ce sont les détails de cette organisation que nous venons de régler. Nous avons cherché la meilleure appellation et finalement nous nous sommes bornés à reprendre le nom de Ligue communiste (Opposition) adopté par nos camarades américains.

Notre opposition de gauche a un ca-

Prolétaires de France !

Arrachez à la mort les cinquante-deux condamnés de Yen-Bay.

Arrachez au bagne les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps.

A l'usine, à l'atelier, dans les villes et dans les campagnes, partout, expliquez aux travailleurs que ces révolutionnaires indochinois ont agi sous l'empire de la faim.

Voici leurs conditions de vie :

Salaires journaliers d'un coolie indochinois : 4 francs.

Durée de la journée de travail : 12 heures

Au Tonkin, un homme a besoin, pour sa consommation annuelle moyenne de 337 kilos de riz.

Or, il ne dispose que de 211 kilos.

Il lui manque plus d'un tiers du nécessaire.

Son régime habituel est donc un régime de famine permanente.

OUVRIERS FRANÇAIS !

Ne laissez pas assassiner ceux que la faim pousse à la révolte.

(Voir en 5^e page, l'article sur la Révolte de Yen-Bay.)

Riccardo Donati devant le Tribunal spécial

Les bourreaux mussoliniens n'ont pas osé

Pour la troisième fois, le Tribunal spécial, le tribunal infâme des chemises noires, vient de quitter Rome. Après Lucques et l'arrêt de mort contre Michele Della Maggiora, après Pola et la fusillade de Vladimir Gortan, c'est à Ravenne que vient de se transporter le Tribunal de Rome, l'organe de répression de la dictature fasciste, le plus féroce et le plus haï. Il est venu « juger » Riccardo Donati, le combattant héroïque, celui qui est à l'origine des événements de Faenza. Les faits sont bien connus. Je les rappellerai brièvement.

Le camarade Riccardo Donati, ouvrier très connu en Romagne par le courage dont il fit maintes fois preuve dans les années de guerre civile contre le fascisme, était sujet, lui et sa famille, à des persécutions sans fin. Comme Michele Della Maggiora, il décida un jour d'en finir avec ses persécuteurs, qui étaient les tortionnaires haïs aussi par toute la population travailleuse. Sa vengeance — vengeance approuvée par toute la population qui favorisa la fuite de Donati, comme symbole du réveil antifasciste qui mûrit — est tombée sur une abjecte figure d'assassin en chemise noire, nommé Silvagni, et sur son adjoint Guerrino Bocci, abattus tous les deux de deux coups de revolver.

Caché par les paysans dans la campagne de Faenza, traqué comme un fauve, poursuivi par miliciens et gendarmes, Donati fut finalement arrêté avec sa compagne, Maria Selvatici, courageuse combattante antifasciste qui a partagé avec Donati toutes les persécutions et tous les dangers de la sainte rébellion. Mais les fascistes ne se bornèrent pas à ces arrestations. Ils mobi-

lisèrent immédiatement la milice — mobilisation qui n'eut qu'un succès relatif, comme aux heures les plus graves de l'affaire Matteotti, — ce qui nécessita l'appel de renforts des autres provinces. Les représailles contre Faenza ont été féroces : tous les suspects d'antifascisme et parmi eux aussi d'anciens « populaires » (catholiques) qui, à Faenza gardent encore une position assez forte, virent leurs maisons pillées et saccagées. Mais c'est contre les ouvriers que s'exercèrent les représailles les plus féroces ; l'un d'eux fut tué. Les blessés sont innombrables.

La représaille fasciste fut plus difficile dans la campagne où elle se heurta à la résistance armée des paysans. En particulier dans le hameau de Santa-Lucia — fait nouveau qui ne se manifestait plus depuis la marche sur Rome, et qui rappelle les épisodes de guerre civile ouverte des années 1921-1922 — la résistance des paysans a été admirable, acharnée, et elle a duré du soir jusqu'au matin, lorsque les défenseurs capitulèrent, non pas devant les fascistes, mais devant les forces de gendarmerie survenues.

Au cours de l'assaut de Santa-Lucia, huit fascistes tombèrent grièvement blessés. Le gouvernement de Rome, dans le but de restreindre la portée de ces faits, pour les représenter comme de simples épisodes de résistance isolés et les priver de leur signification de symptômes de l'état d'esprit insurrectionnel qui existe parmi toute la population travailleuse, après avoir pour quelque temps bondé de paysans les prisons de Ravenne, a ordonné la libération de la plupart d'entre eux, gardant simplement les défenseurs héroïques de

ons
ion
voir le
nfor-
inter-
pas
épo-
cons-
rque
ait :
ara-
t du
27;

Il est toutefois pénible de voir comme se comporte, en face de ces faits, la direction officielle du Parti communiste français. Elle ne se soucie même pas d'organiser une manifestation de protestation et se borne à lancer un appel tardif, pour paraître faire quelque chose. Les bureaucrates de l'appareil ne savent même plus seconder les initiatives surgies spontanément parmi les ouvriers, à la base, comme celle, par exemple, d'un groupe d'ouvriers de l'arrondissement parisien, lesquels ont lancé une souscription « pro Donati », qui a déjà recueilli plusieurs centaines de francs.

Pas un meeting, pas une réunion de base ; pas le moindre travail pour la mobilisation de la masse ni du parti français, ni des comités prolétariens antifascistes ! Il faut que les camarades de la base, que les ouvriers, se saisissent toujours plus de l'initiative afin de mener une lutte efficace contre le fascisme, contre le Tribunal spécial. Ils doivent porter le problème de la lutte antifasciste parmi les masses, au sein des syndicats ; ils doivent créer un véritable front unique de lutte de tous les travailleurs.

Sozzi, Della Maggiora, Gortan, Donati, — cette chaîne sans fin des crimes fascistes doit être brisée. Et elle sera certainement brisée si nous ne nous contentons pas seulement de crier au danger fasciste, mais si nous savons appeler à la lutte et organiser pour la lutte, tous les prolétaires.

Le Tribunal n'a pas osé condamner à mort. Il a reculé devant les conséquences qu'aurait entraînées son verdict.

Un communiste italien.

CORRESPONDANCE

Un camarade du Bourget nous écrit :

Chers camarades de la Vérité,

Dégoûté de la politique que mène le Parti communiste et qui n'aboutit qu'à nous couper des masses au lieu de nous en rapprocher, j'ai donné ma démission il y a environ treize mois, chose que je n'aurais pas dû faire, mais je ne serais certainement pas resté bien longtemps sans être exclu des discussions assez violentes ayant eu lieu à ma cellule à ce sujet. Depuis ce moment, je continue de militer au syndicat et au Secours rouge et de donner mon appui au Parti quand il s'agit de faire du bon travail.

Depuis environ deux mois, j'ai fait connaissance de la Vérité, que j'ignorais jusqu'à ce jour, et depuis, je la lis chaque semaine, parce que vous faites un travail révolutionnaire et non de la gymnastique. Vos articles sont éducatifs et pleins d'enseignements, tandis que les dirigeants du Parti communiste négligent totalement l'éducation de ses membres et les entraîne dans un stalinisme mécanique, sans qu'ils sachent pourquoi ils appliquent un certain mot d'ordre. Ça Ira et le Cri du Peuple abandonnent totalement la ligne communiste ; seule la Vérité s'y maintient.

ABONNEZ-VOUS !

SOUSCRIVEZ !

ECRIVEZ-NOUS !

publique. Le ministre de la justice, pond une circulaire aux procureurs ; le ministère de l'Intérieur et la préfecture de police s'occupent de réorganiser l'identité judiciaire. Enfin, on débarque de son poste de directeur de la police judiciaire, Benoist, qui n'a pas obtenu d'Almazian les aveux qu'il désirait. Mais toute cette agitation est strictement superficielle et n'a pour but que de jeter de la poudre aux yeux. Ce n'est pas la première fois qu'on parle de réduire la détention préventive ou d'accélérer les instructions. Jamais rien de sérieux n'a été fait et ce n'est pas dans une période comme maintenant où le gouvernement affiche sans vergogne son caractère policier qu'on s'y mettra ; seulement, quelques « consciences inquiètes de la Ligue des Droits de l'Homme » se déclareront rassurées. Il y a de quoi ! A la place de Benoist, la police judiciaire sera dirigée par Guichard, inspecteur général du service de la préfecture de police. Ce Guichard n'est pas un inconnu pour les travailleurs parisiens. Ils l'ont vu dans leurs manifestations, où la plupart du temps il dirigeait le service d'ordre et ils savent comment il ordonnait les brutalités policières. A sa place, nous aurons Benoist qui s'est montré maladroit dans quelques cas concernant des individus, mais qui est estimé tout à fait qualifié pour inculquer le respect de l'ordre au prolétariat parisien.

L'opinion publique sera ainsi satisfaite, le blason de la police redoré et l'ordre maintenu dans la rue.

Oléron.

Dans une note à la presse, le ministre de la guerre donne son point de vue sur la mutinerie des disciplinaires d'Oléron. Il a envoyé là-bas pour « enquêter » un général, membre du conseil supérieur de la guerre ; aussi les résultats de l'enquête ne surprendront personne qui sait comment s'effectuent les inspections dans les casernes. On commence par nous présenter les mutins comme des êtres (la note du ministère dit « des sujets ») indésirables ou dangereux parmi les troupes du contingent ; ils ne sont donc pas à Oléron du fait de condamnations récoltées avant l'incorporation, mais par l'arbitraire des chefs de corps dûment bien renseignés sur ceux qui ont milité dans les organisations révolutionnaires. Il y avait aussi, parmi les mutins, nous apprend la note, d'anciens condamnés qui déjà se révoltèrent à Calvi. Pour quelle raison la mutinerie a-t-elle éclaté ? Le général qui fit l'enquête n'en a trouvé aucune dans l'existence matérielle des disciplinaires. La nourriture est saine et abondante, aussi bien que dans tout autre corps de troupe ; ce général a des plaisanteries qu'on apprécierait peut-être, s'il ne s'agissait pas, en fin de compte, du sort d'un certain nombre de jeunes prolétaires qui comparaitront devant le conseil de guerre. Et ça continue sur le même ton : le tableau de travail est tout à fait normal, les punitions sont rares, le médecin est très consciencieux. Naturellement, s'il y a eu une mutinerie, c'est la faute aux « meneurs », qui eux-mêmes ont été « poussés à la sédition » (c'est de cette façon hypocrite qu'est impliqué le communisme). Ces meneurs ont, paraît-il, entraîné leurs camarades par des menaces ou par la violence ; pour des meneurs, ils manquent vraiment d'habileté.

Il fallait aussi, dans la note, faire l'éloge des cadres. Non seulement, on apprécie leur souci de réduire la muti-

s'est close après une discussion au Conseil municipal de Paris. Passons sur les discours sans grand intérêt du réactionnaire des Isnards ou du popiste Joly. Mais il faut souligner les déclarations singulières du préfet de police Chiappe, déclarations qui n'ont certainement pas été faites sans consultation préalable du gouvernement.

Elles révèlent d'abord les liens qui existent entre les émigrés contre-révolutionnaires et la police ; celle-ci lui accordant puis lui supprimant sur sa demande « surveillance et protection ». Après avoir exprimé son indignation contre « ceux qui ont conçu et perpétré ce crime » et son espérance « que cet abominable exploit ne restera pas trop longtemps impuni » Chiappe met en cause d'une façon hypocrite l'ambassade soviétique. Il ne dit pas clairement que celle-ci ne peut être impliquée dans l'affaire, mais qu'il ne possède pas suffisamment d'éléments pour le faire.

« A l'instant où je parle, en me plaignant uniquement devant l'enchaînement matériel des faits, je dois dire qu'aucun élément d'information n'est venu établir que c'est de l'ambassade des Soviets que sont partis les ravisseurs, ou qu'ils y sont rentrés après l'enlèvement. »

Oserait-il parler d'une autre ambassade avec aussi peu de ménagement ? Cela ne suffisait pas ; il a fallu que Chiappe invite officiellement la tourbe contre-révolutionnaire à s'organiser, à organiser sa défense en accord avec la police française, qui lui a déjà apporté son concours.

« Celui qui, en raison de son passé politique dans son pays d'origine, ou du rôle qu'il prétend y jouer, celui qui, à cause de son nom ou de ses titres, provoque de farouches inimitiés et appelle quotidiennement le danger, celui-là a le devoir d'y parer lui-même. Isolé, craint-il de ne pouvoir y parvenir ? Alors, la meilleure précaution serait, d'accord avec nous, d'éviter autant que possible les risques et de déjouer les ruses de guerre, puisque notre secours s'est maintes fois révélé efficace... Puissé-je aussi être entendu au delà de nos frontières ! »

On sait, par ailleurs, le concours que la police apporte aux polices fascistes, comme la police italienne, qui pourchassent en France même les travailleurs révolutionnaires émigrés.

La lutte contre les organisations russes contre-révolutionnaires est une des formes les plus concrètes de la défense de l'U.R.S.S. par les travailleurs de ce pays. Elle serait susceptible de rassembler un nombre important de prolétaires qui à l'usine, parmi les serveurs zélés du patronat, trouvent beaucoup d'émigrés aux postes de maîtrise ou de surveillance.

En vente à la Vérité :

TESI DI ROMA

(en Italien)

Collona di « Prometeo ». N° 3

Prix : 3 francs.

PLATE-FORME DE LA GAUCHE

(en français)

Projet de thèses présenté par la fraction de gauche (bordiguistes), à l'occasion du V^e Congrès du Parti communiste français.

Prix : 2 francs.

Le Premier mai.

2° Les désaccords politiques avec le camarade Villatte.

Cette conférence d'information très mal préparée groupa, à la séance du matin, un petit nombre de camarades. Le secrétaire du rayon fit un rapport insignifiant sur le « 6 mars » en disant que le rayon n'avait pas fait grand'chose et qu'il fallait se mettre au « boulot » pour le Premier Mai et pour les Congrès d'usines.

La discussion n'eut aucune ampleur, car la majorité des camarades étaient contre le 6 mars, mais hésitaient à formuler leur opinion, craignant d'être taxés d'opportunisme ; néanmoins, un camarade de Bezons indiquait que la cellule de rue (la seule cellule de la localité), était à 95 % contre le 6 mars.

Ensuite, Villatte fit une critique sévère du 6 mars, en montrant que ce mot d'ordre ne correspondait pas à la situation en France, et il expliqua le travail de sa cellule pour la préparation des Congrès et du Premier Mai. La direction du rayon ne réagit pas contre les camarades qui étaient contre le 6 mars ; seul, le délégué régional essaya de justifier ce mot d'ordre.

Séance de l'après-midi

Malgré l'opinion du délégué régional qui était contre l'intervention politique de Villatte, en disant que la Conférence nationale venant de se tenir il ne fallait plus rien organiser, l'Assemblée fut convoquée et la discussion eut lieu malgré tout.

Villatte, pendant plus de deux heures, fit la critique de l'activité du Parti dans la R.P. et se prononça en désaccord complet avec les perspectives du X^e Plénum et les mots d'ordre qui en découlaient.

Il fit sa propre auto-critique en disant s'être trompé :

- 1° Sur le comité anglo-russe ;
- 2° Sur le Kuomintang ;
- 3° Dans sa lutte contre l'opposition russe ; il prit nettement position contre Staline et donna lecture du « Testament de Lénine », et demanda des éclaircissements sur la fusillade du camarade Bloumkine.

En conclusion de son exposé, il demanda la réintégration des camarades oppositionnels russes et le rappel immédiat du camarade Trotsky.

Son intervention, bien charpentée, tant sur la situation économique mondiale que sur la question des désaccords, fit une grosse impression sur les camarades présents et le délégué régional répondit que, n'ayant pas de documents, il lui était difficile de faire une réponse à Villatte.

Il parla seulement sur la situation dans la R.P. en reconnaissant qu'il y avait une crise profonde, une perte de 6.000 adhérents depuis deux ans, des cellules inexistantes et se déclara en désaccord avec Villatte sur la question du front unique et en se solidarisant complètement avec la ligne du X^e Plénum.

La discussion fut faible ; pourtant, il faut noter qu'un nombre important de camarades portaient leur sympathie vers l'opposition léniniste, en particulier le délégué des jeunes qui se prononça nettement en faveur de l'exposé de Villatte.

Le comité de rayon ne réagit aucunement. La discussion prit fin sur la demande du délégué régional au camarade Villatte de ne faire aucun travail fractionnel et de continuer son travail à la base ce que celui-ci accepta.

Mon opinion personnelle du discours de Villatte est que celui-ci est près de la ligne de l'opposition léniniste et que du fait qu'il fut membre du C.C. et secrétaire de la R.P., il est bon de faire savoir à tous les copains de la région qu'il reconnaît ses erreurs.

Un correspondant.

Lettre des Etats-Unis

LE CHOMAGE DE MASSE

New-York, avril.

Des nouvelles venues du pays entier démentent les affirmations des patrons et du gouvernement que le chômage décroît. Le service d'embauchage du Département du Travail lui-même est obligé de reconnaître, dans son rapport pour le mois de février, que « l'industrie n'a pas fait de progrès sérieux durant ce mois », et « que l'on peut même noter une légère régression dans quelques industries ». Ceci, quelques jours avant que le président Hoover déclare que la remontée de la dépression industrielle avait été la plus rapide qui fût dans l'histoire américaine.

Devant la commission sénatoriale, le sénateur Wagner de New-York déclara que le chômage est le plus étendu qui ait jamais été enregistré aux Etats-Unis. Les enquêtes et les données statistiques, qui viennent de tous les points du pays, confirment l'existence d'un chômage de masse. Il apporte à des millions de travailleurs et de travailleuses la misère la plus aiguë. Et rien ne permet de prévoir une amélioration de la situation dans le proche avenir. Chaque ville et village du pays possède son lot de chômeurs. En citer une c'est parler de l'ensemble. D'après le professeur Squires, de l'Université de Chicago et aussi directeur de l'Agence d'embauchage de l'Etat d'Illinois, la misère engendrée par le chômage « est la plus profonde qui fut enregistrée depuis 10 ans ».

Ralentissement de la production de fonte et d'acier

L'industrie de l'acier, baromètre de l'industrie en général, reste dans le marasme et on ne peut pas prévoir aucune amélioration. La situation est la même sur les marchés étrangers. La Revue pour le commerce de la fonte écrit que « le marché continental et anglais de la fonte et de l'acier est apathique ; par suite quelques usines anglaises ont dû réduire leur temps de travail. Le commerce mondial de l'acier et de la fonte est tout à fait ralenti, et des enquêtes partielles prévoient une continuation de cette situation ». Dans presque toutes les branches de commerce d'industrie, d'agriculture, il y a un chômage qui s'étend largement. Hoover et les employeurs peuvent continuer à bavarder sur la possibilité d'absorber les sans-travail, mais ils savent bien eux-mêmes quelle est la réalité, et qu'il n'y a aucun remède capitaliste à la situation. Naturellement ils ne peuvent imaginer aucune autre sorte de solution.

Plus que jamais les institutions publiques et charitables ont été employées à atténuer la situation, mais les queues de ceux qui y viennent chercher un morceau de pain augmentent constamment. Le gouvernement des Etats-Unis a refusé de faire directement quelque chose pour trouver du travail ou une rétribution aux chômeurs, et en même temps il continue à parler de la reprise de l'activité industrielle au moment où le travail est chaque jour réduit. Toutes sortes de propositions sont faites par des politiciens pour entreprendre des travaux publics, etc... Mais tout cela reste sur le papier.

Les patrons réduisent les salaires

Les patrons ont naturellement ignoré la « demande » de Hoover, faite à la conférence tenue entre Hoover, les patrons et les bureaucrates de la Fédération Américaine du Travail, de ne pas réduire les salaires. Ford, le « philanthrope », le patron aux « hauts salaires », a été le premier à diminuer le temps de travail, à licencier les hommes et ainsi à diminuer facilement les salaires sous un prétexte ou sous un autre. D'autre part, William Green, l'agent des patrons dans les rangs des ouvriers, continue à demander aux ouvriers de ne pas résister aux attaques des patrons par des grèves, etc... — tout cela au nom du « bien-être national », c'est-à-dire « patronal ». Tous les ouvriers qui travaillent actuellement, n'acceptent pas ces avis. Avec une majorité des trois quarts, à la surprise des officiels réactionnaires du syndicat des ouvriers du Textile, les ouvriers appartenant au syndicat « patronal » (company-unions : syndicats fondés et entretenus par les patrons dans leurs propres usines) à la manufacture bien connue Amoskeag, à Manchester (New-Hampshire), ateliers des tissus imprimés, ont refusé d'accep-

ter une diminution des salaires de 10 p. cent. Ici et là (grève des chauffeurs de taxis de Pittsburg, grève du textile à l'usine Aberle à Philadelphie, etc...) on doit noter des luttes défensives, mais vigoureuses, des ouvriers du rang contre les patrons.

Prévoyant une aggravation de la situation de l'industrie en général, et de celle du chômage en particulier, ainsi que la montée de la misère et du mécontentement dans les masses, les politiciens bourgeois, et aussi maintenant, les socialistes et les canailles bureaucratiques de l'A.F. of L., ont bien été obligés d'envisager la situation et de proposer des « remèdes ». Leur rôle est celui du paratonnerre qui détourne le mécontentement des masses dans des voies non dangereuses pour les patrons, et les bureaucrates syndicaux. Ces socialistes et bureaucrates sont en contact avec les offices gouvernementaux et patronaux, qui font de la publicité à leurs propositions. Sans une pression directe de l'aile gauche et des communistes, ils auraient pleine liberté de trahir les intérêts des ouvriers.

La Conférence convoquée d'urgence par les socialistes et l'A.F. of L. pour examiner la question du chômage, a proposé comme « solution » que le Département de police fasse un recensement des personnes sans travail.

Les socialistes proposent le recensement des chômeurs par la police

Les réformistes et les bureaucrates syndicaux cherchent à faire tomber les chômeurs entre les mains du doucereux préfet de police Whalen. Ce même département de la police sous la direction de Whalen, approuvé par le maire James Walker brutalise les chômeurs, provoque des échauffourées dans les démonstrations et introduit des espions dans les organisations ouvrières, utilise les listes noires pour priver les ouvriers de leur gagne-pain, et c'est lui qui prend en main le recensement des chômeurs.

Pour détourner l'attention du chômage massif, on poursuit et on intensifie la répression contre l'aile gauche et les communistes. A New-York les parents des enfants qui ont participé aux démonstrations du 6 mars ont été condamnés à un jour de prison pour avoir permis à leurs enfants de s'être solidarisés avec les chômeurs. Un jeune pionnier a été condamné à 5 ans de maison de correction. Les chefs communistes des chômeurs de New-York seront jugés le 11 avril sous l'accusation d'avoir provoqué un assaut criminel et des assemblées illégales le 6 mars. On a refusé de les faire juger par un jury, comme le demandaient leurs défenseurs.

La répression ne résoudra pas la crise du chômage

Mais la répression ne change rien au fait que le capitalisme américain est incapable de résoudre la question du chômage et que des ouvriers de plus en plus nombreux mettent en question les « bienfaits » de la société capitaliste. La seule solution possible du chômage et des autres maladies capitalistes réside dans l'abolition du capitalisme et son remplacement par un gouvernement ouvrier. Tel est l'enseignement que les communistes tirent de cette situation. En même temps les communistes proposent comme seule mesure immédiate praticable d'aider directement les chômeurs : il faut que les patrons ou le gouvernement leur donne du travail ou des subsides ; une diminution des heures de travail pour augmenter le nombre des ouvriers employés, et l'élimination du système de l'accroissement du rendement qui entraîne le chômage.

Malheureusement le Parti communiste officiel poursuit une politique qui l'isole de plus en plus des masses. Il a été incapable de faire des propositions pour le front unique de toutes les organisations ouvrières sur la question du chômage et a laissé les socialistes et les bureaucrates syndicaux prendre l'initiative et trahir.

Le Parti communiste fait une politique de meetings et de démonstrations de masses dont il exagère la portée, comme au temps de Lovestone, au lieu d'une po-

Un autre "fiasco"

Le congrès paysan international

Berlin, avril.

Le Congrès paysan aurait passé presque inaperçu si la police de Berlin, au dernier jour, n'était pas intervenue pour lui faire un peu de réclame. Incapable de créer un véritable mouvement de masses, la bureaucratie qui s'est installée dans tous les organes de direction internationaux (S.O.I., I.S.R., S.R.I., Krestintern, etc.), s'est spécialisée dans la convocation de Congrès lesquels doivent créer l'illusion du mouvement et de la conquête des masses ouvrières et de leurs alliés. Il n'y a pas longtemps, à Berlin, on a tenu un Congrès très coûteux, le Congrès juridique, dont personne n'a soufflé mot et dont le résultat principal — après avoir gaspillé beaucoup d'argent — a été de permettre à des hommes appartenant aux différentes L.I.D.U., une manifestation contre l'application de la peine de mort en U.R.S.S. La faillite de ces Congrès juridique, anti-impérialiste, etc., n'a pas empêché la convocation à Berlin, à la fin du mois de mars, d'un congrès paysan international. Une centaine de délégués y participaient. Pour la France, c'était le vieux Martel (une nouvelle crise a surgi entre la C.G.P.T. et le Parti). Les délégués des autres pays étaient du type Martel. Comme conclusion des travaux, la création d'un Comité paysan international a été décidée.

Pour quoi faire ? Pour conserver un bureau. Voilà tout. Un autre problème se dégage tout de suite : la création d'un Comité paysan international ne signifie-t-elle pas, en définitive, la liquidation du Krestintern ? Ou ce Comité paysan sera la doublure du Krestintern, ou il se développera contre elle, ou il se condamnera à l'inaction.

Il existe au contraire un problème bien plus important : celui de faire du Krestintern une réelle organisation de masses paysannes, une organisation vivante, purgée de la peste bureaucratique qui, partout, porte la mort et la désagrégation. Le problème paysan, le problème du Krestintern, est donc le problème de la conquête des alliés de la classe ouvrière ; c'est le problème d'une bonne politique révolutionnaire des Partis communistes. Mais c'est ici que les lacunes les plus graves se révèlent dans la politique communiste. Pour nous borner à l'Europe, il suffit d'examiner la situation en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en France, et dans d'autres pays. Partout la crise agraire est profonde et générale. Mais c'est aux « social-fascistes » et aux « fascistes » qu'on laisse le soin de s'occuper des campagnes et des paysans. Les partis communistes ne s'occupent pas des paysans, sinon pour bavarder sur la constitution du bloc ouvrier-paysan.

De ce côté aussi il faut lancer un cri d'alarme. Les campagnes, les paysans se sont détachés des ouvriers ; dans les campagnes, ce sont les forces de réaction qui s'adressent aux paysans. Pénétrer dans les campagnes c'est pour les partis communistes un devoir absolu, urgent ; et c'est la seule garantie de succès pour toutes les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière. Le bloc des ouvriers et des paysans ne doit pas être une phrase. Si les paysans ne sont pas soudés à la classe ouvrière, celle-ci les trouvera dressés contre elle, enrôlés dans les troupes de la réaction. — A.B.

litique d'éducation systématique et d'organisation des chômeurs, liés aux ouvriers qui travaillent. C'est cette politique qui fit de la Conférence nationale pour le chômage du 29 mars une caricature, de ce qu'elle pouvait et devait être. La préparation a été « fouguesement » faite comme le dit le Daily Worker ; naturellement, mais elle n'a pas réussi à réunir un nombre vraiment représentatif de délégués de toutes les unions et branches de travail. Par suite la Conférence du 29 mars ne fut qu'une parlote.

Le parti communiste perd des occasions extraordinaires de toucher et d'organiser des nombres considérables d'ouvriers en les amenant au communisme. On ne peut remédier à cet état de choses qu'en changeant complètement la politique du Parti communiste.

Martin ABERN.

Lettre d'Espagne

Manœuvres réactionnaires

Le bruit a couru ces temps derniers, qu'une crise au sein du gouvernement Berenguer avait été provoquée par la démission de trois de ses ministres. Le capitaine général de la Catalogne, le général Barrera, avait fait un voyage à Madrid, où il s'était entretenu avec quelques hautes personnalités, puis était rentré à Barcelone. On parla d'un complot contre Berenguer, dirigé par le général Barrera et Martinez Anido. Berenguer fit publier un démenti, mais le complot fut pourtant une réalité.

Le général Barrera a rempli le poste de capitaine général de la première région militaire espagnole (Catalogne), pendant toute la durée de la dictature. Il a été l'un des principaux soutiens de la politique de Primo-Anido. Après la chute du dictateur, il n'a cessé un seul moment de manœuvrer, en accord avec Anido, les anciens ministres de la dictature et les éléments dirigeants de l'Union patriotique ; mais leurs manœuvres n'ont abouti à rien devant l'impopularité de tous ces restes de la dictature.

Berenguer a eu peur un instant, craignant que la garnison de la Catalogne se solidarise avec Barrera. Celui-ci a été contraint de présenter sa démission pour passer à d'autres fonctions.

Son poste va être occupé par l'infant don Carlos de Bourbon. Cette désignation a été bien accueillie par la ploutocratie catalane et par tous les éléments monarchistes. Le nouveau capitaine général de la Catalogne essaiera de sauver la monarchie de son cousin Alphonse XIII. Berenguer a su s'attirer la bienveillance de Cambó et de la ploutocratie catalane.

Barrera a essayé d'organiser quelques manifestations : la gouvernement Berenguer les a interdites. Il a lancé, malgré cela, deux appels, et à la garnison de la Catalogne et aux « somatènes », qui montrent sa liaison étroite avec l'ancienne dictature, et son désir, partagé par Martinez Anido et Sanjurjo, de recommencer l'œuvre dictatorialle, plus brutale et plus violente encore que sous Primo de Rivera.

Il est un fait évident que l'enthousiasme républicain du premier moment a beaucoup diminué. Ce mouvement a déçu beaucoup de monde. Deux mois se sont écoulés en pleine confusionnisme, en pleine désorganisation, sans que personne n'ait été capable de diriger ce mouvement vers sa réalisation. Beaucoup de gens croient aujourd'hui naïvement que la République se réalisera pacifiquement par voie d'élections. Le gouvernement Berenguer entretient cette illusion. En s'opposant aux manœuvres dictatoriales de Barrera et de Martinez Anido, il a voulu essayer de reconquérir en partie la confiance que le peuple a totalement perdue en lui.

Nous ne nous sommes jamais fait de grandes illusions sur les mouvements républicains qui ont suivi la chute de Primo de Rivera. Les républicains petits-bourgeois ne sont pas et ne peuvent pas être de vrais révolutionnaires. Ils ont peur de la Révolution et du prolétariat et espèrent que la République leur tombera du ciel. C'est pour cela que depuis le premier moment, nous nous sommes imposés la tâche de combattre la monarchie, tout en démasquant les faux républicains.

Nous n'avons confiance — est-il besoin de le dire — que dans la classe ouvrière et paysanne exploitée. Nous devons être à ses côtés pour l'éclairer et la diriger. Le Parti communiste doit tout d'abord établir ses caractéristiques propres, ses mots d'ordre d'avant-garde prolétarienne, agir énergiquement pour la défense des intérêts de la classe ouvrière et lutter pour la République ouvrière et paysanne espagnole.

HENRI LACROIX.

Nous avons reçu pour nos camarades espagnols :

Hache, 10 fr. ; Fédération des groupes d'opposition communiste de Charleroi, 106 fr. 80 ; Une voix du sous-sol, 7 fr. ; Quelques camarades indochinois, 20 fr. Total : 143 fr. 80.

Total général : 2.312 fr. 30

La vérité sur la mutinerie d'Oléron

Oléron, 6 avril.

A leur situation d'infériorisés par la restriction de permissions, par l'absence relative de liberté dont jouissent les autres militaires, viennent encore s'ajouter, pour mieux la faire sentir aux disciplinaires, les régimes anormaux de la nourriture, du régime sanitaire.

Il est exact que les « camisards » ont pour leur nourriture les mêmes crédits que les autres soldats — leurs propres gardiens. Il n'est pas moins exact que les soldats de garde ont une allure et une mine d'hommes bien portants, alors que les disciplinaires sont blafards, les yeux encaqués : nous en dirons la cause plus loin.

Il est exact que le major n'a pas les mêmes égards pour les « cocos » que pour les hommes de garde, les premiers étant, dans son esprit, d'une façon systématique, des « tireurs au cul », des simulateurs.

L'atmosphère de mécontentement est ainsi créée. Que par surcroît un sous-officier, particulièrement haï, inflige une punition particulièrement plus injustifiée qu'à l'habitude et, spontanément, aussitôt après la soupe, le jeudi 20 mars, cinquante disciplinaires se renferment dans une chambrée et chantent l'Internationale.

Ce fut la mutinerie d'Oléron.

Le capitaine Viaud, interpellant du dehors, les mutins apparaissant aux fenêtres, ceux-ci répondirent que l'attitude du sergent était la cause de leur acte. Refusant de se rendre si la punition infligée n'était levée, une pompe à incendie fut amenée et mise en action pour tenter de les inonder.

En vain, les mutins matelassèrent les fenêtres. Ce fut l'état de siège. Renforts appelés. Service de garde renforcé. Gendarmes et gradés armés. Fusil mitrailleur braqué sur les issues dont les mutins avaient descellé les barreaux.

Le dimanche matin 23 mars, pressé par la faim, un enfermé descend à l'aide d'un câble sur le rivage, — à mer basse — pour ramasser crabes ou coquillages. Le fusil mitrailleur tire (à blanc). Une sentinelle s'avance. Le mutin s'arme d'un des barreaux de fer descellés (pour attaquer ? pour se défendre ?) mais est assommé d'un coup de crosse. Dans la journée, les défections commencent. Une dizaine de mutins se rendent et sont hissés jusqu'au chemin de ronde surplombant le bâtiment.

A bout de forces, après quatre jours et quatre nuits de résistance, n'ayant eu pour nourriture que du goémon péché à l'aide d'un crochet, et frit à la graisse d'armes et deux chats, attrapés nul ne sait comment, les disciplinaires se rendent à la condition de ne pas être frappés.

La reddition s'opère, non « en bloc, avec fierté, la tête haute et après avoir atteint leur but » (Humanité du 26 mars), mais parce qu'ils sont à bout de forces et de privations. Ils sortent un à un, toutes les cinq minutes, sont fouillés et enfermés. Certains sont à un tel point affaiblis, qu'on les emmène sur des brancards, les restaure d'un quart de café et ne peuvent être alimentés que plus tard, par ordre du médecin.

Les causes générales ? D'abord la nourriture. A la citadelle sont logés plusieurs ménages de gradés. Il serait facile d'établir les achats réels effectués par ces familles en ville et leurs subsistances mensuelles. D'où provient la différence ?

Durée du service médical ? Le major est un médecin civil, le Dr Alzieu, ex-président de la Ligue des Droits de l'Homme et de la section S.F.I.O., élite intellectuelle de la section socialiste, candidat aux élections municipales.

Les services des gradés ? Le capitaine Viaud, personnellement, a la réputation — réelle ou fabriquée ? — d'un brave homme. Il n'en reste pas moins vrai que sa responsabilité est engagée du fait qu'il couvre les brutalités de ses subordonnés. Parmi ces derniers, le sergent qui détermina la mutinerie détient la palme.

Qu'a fait la presse bourgeoise ? Après une note laconique d'information, devant la campagne de l'Humanité, elle a donné une dépêche d'allure officielle où s'ébauche la version que choisira le mi-

nistère public pour le réquisitoire. C'est la préparation morale des esprits à une répression exemplaire.

Cette préparation morale a commencé la première journée de la mutinerie : orés de la population commerçante en l'invitant, par le garde champêtre (St-Trojan) à fermer les boutiques en cas d'évasion des mutins. Près des soldats chargés de la surveillance, en leur disant que leurs dix-huit heures de garde consécutives étaient dues à ces « sales » disciplinaires. Près de la jeunesse locale en troublant les préparatifs d'un bal organisé par les officiers et sous-officiers de la garnison. Par un véritable appel au meurtre de la France du Sud-Ouest disant : « Si les mutins avaient réussi à prendre la campagne, ils auraient certainement été reçus à coups de fusil par les paysans alertés », assimilant ainsi nettement les « camisards » aux bandits de grand chemin. Par l'affolement de la municipalité, demandant pour l'avenir un service de garde renforcé, contre ces « dangereux hôtes ».

Le Parti Communiste, en tant que parti n'a pas bronché. Aucune réunion de cellule. Aucune recommandation du rayon ou de la région. Pas une affiche, pas une réunion publique : faute impardonnable. Quand l'auto-critique se fera, il ne faudra pas l'exercer uniquement sur les humbles membres de la cellule, effrayés à la pensée que les délégués allaient leur sortir un discours sur l'essor révolutionnaire ponctué par de grands coups de gueule, mais aussi sur ceux qui ne se sont pas substitués à la cellule défaillante.

Autocritique également de l'Humanité dont le bluff et les exagérations verbales l'ont fait déconsidérer encore un peu plus. Que l'on relise les 7 ou 8 premiers numéros et que l'on y relève les contradictions sur les causes de la mutinerie. Sanctions contre le « jeune camisard » reprenant le « ragot de cuisine » de Couteilhas (son interview à sa libération), présentant la mort du disciplinaire Bodinot comme la victime d'un assassinat dont était responsable le commandant, alors que ce malheureux s'était tué en s'évadant, emportant effets civils et livret militaire d'un sergent, plus 25.000 francs et les bijoux de la femme de ce sous-officier. Sanctions, car les correspondants de l'Humanité ont été prévenus, par nous, le 24, de cette affaire, et l'on ne devait pas annihiler toute une campagne par un tel ragot. Mesures pour une meilleure liaison entre la rédaction et l'administration. Durant huit jours, le dépositaire ne reçut pas un exemplaire de plus.

Quoi qu'il en soit, malgré ses bévues, son bluff, ses fautes, son incompréhension, l'Humanité a pris la défense des mutins. Cela reste et c'est bien.

Mais les limites de l'abjection devaient être atteintes par le Populaire. Le secrétaire de la section socialiste oléronnaise, l'instituteur Chobelet, sollicité par le journal S.F.I.O., a écrit l'ignominieux article que l'on connaît (1er avril), faisant tomber la responsabilité de la mutinerie sur l'Humanité et le Parti communiste, marquant le plus grand mépris pour les « camisards », « dont le livret porte au moins deux cents jours de prison », garantissant la suffisance de la nourriture, « menus identiques à ceux de tous les corps de troupe ».

Nous mettons au défi, ce « socialiste » que nous trouvons haineux dans toutes nos manifestations, de répéter devant une assemblée ces vilénies, ainsi d'ailleurs que son affirmation sur l'attitude des communistes aux élections municipales, attitude que nous approuvons personnellement entièrement. — (Encore l'inconséquence de l'Humanité. Elle traite le maire du château « d'ami intime des G.D.V. », mais la délégation ouvrière a manifesté ensuite sa surprise de son affabilité et de son empressement à déférer à une demande d'entretien faite par Beaugrand, député.)

Le Populaire et la section socialiste d'Oléron ne se laveront jamais de cette tâche infâme. Nous les flagellerons de ces ordures chaque fois que l'occasion publique s'en présentera.

Pour l'opposition, nous ne devons pas

laisser espérer qu'il est possible à l'instar de l'Humanité, « d'arracher » la suppression de la camisole par des protestations, même massives. Les camisoles sont indispensables au régime. Quand les travailleurs auront la force d'imposer des délégations ouvrières portant à des mutins, à des révoltés emprisonnés « l'expression de leur solidarité » (Humanité 30 mars), c'est la question de l'existence même du régime qui se posera. C'est le procès du régime qu'il faut engager, du régime qui fait qu'un jeune sous-officier rengagé, père de cinq

enfants, au commerce particulier agréable, ancien ouvrier, devient une brute devant des malheureux sans défense ; du régime qui fait qu'un docteur, même socialiste, perd tout sentiment d'humanité et la notion des devoirs de sa profession, dès qu'il a devant lui ces victimes du régime que sont essentiellement et avant tout les disciplinaires.

Cette lutte ne peut être menée efficacement qu'autant que le Parti communiste aura une compréhension juste et se montrera clairvoyant. C'est la tâche de notre opposition. — R. C.

Une exclusion, une infamie

Les lecteurs de la Vérité savent déjà comment les bureaucrates préparèrent l'exclusion du camarade Senine. Aujourd'hui son exclusion est chose faite.

Le camarade Senine militait dans la sous-section juive. Son influence sur les ouvriers juifs de Paris était considérable. Il était, du reste, le seul dans la sous-section qui possède une éducation marxiste sérieuse et la sous-section l'utilisait, non sans en être fière, dans toutes ses conférences et réunions publiques.

Mais le camarade Senine n'était pas toujours « dans la ligne ». Dans une de ses conférences il eut le malheur de citer Trotsky ; d'autre part, il dénonçait la stupidité de l'appréciation officielle de la social-démocratie.

Le « responsable » de la sous-section le dénonça aussitôt devant la C.C. de Contrôle. Mais dans les « hautes sphères » on comprit que l'exclusion était pure et simple de notre camarade était dangereuse. Il fallait l'évincer petit à petit et ainsi amoindrir l'effet politique de son exclusion future.

Le camarade Senine a déjoué cette manœuvre. Il a publié sa déclaration dans la Vérité du 28 mars dernier et a écrit une lettre ouverte aux ouvriers juifs de Paris. L'exclusion du camarade Senine fut prononcée en 24 heures. Mais comment pouvait-on motiver cette exclusion qui s'est abattue sur les ouvriers avec la rapidité d'un éclair ? Les mots traître, contre-révolutionnaire etc., sont déjà bien usés ; on a donc ajouté une nouvelle épithète de... provocateur-policier, qui, dans un milieu d'émigrés, devait produire son effet. Le prétexte pour recourir à cette infamie fut facile à trouver : dans sa lettre ouverte Senine paraît-il, a nommé le « responsable » et son « complice malgré lui » par leurs noms. Or, ces noms sont des pseudonymes. De plus le « responsable » est parfaitement inconnu aux ouvriers juifs puisque, comme tout malfaiteur, il accomplit sa besogne de délation et de basses intrigues dans l'ombre et en sous-main.

Mais l'injure de policier-provocateur était la seule ressource de cet individu, soutenu dans sa bassesse par tout l'appareil pourri du Parti.

Malheureusement les camarades de la sous-section, engagés par la discipline mécanique, se voient obligés de couvrir publiquement cet individu qu'ils ont chassé trois fois (chaque fois le Parti l'imposa de nouveau à la sous-section) et qu'ils appellent dans leurs réunions de noms correspondant à peu près à « crétin », « ignorant », « imbécile », etc.

Il est clair que ce « travail » des Staliniens ne fait que réjouir les adversaires du communisme. Ainsi, le Populaire

du 7 avril parle de l'exclusion du camarade Senine avec une joie non dissimulée. Un fait particulièrement odieux doit être signalé ici.

La section juive du Secours Rouge vient d'annoncer un meeting pour cette semaine, avec le concours des notables du P. C.F., contre la répression, les traîtres et les provocateurs trotskystes.

Les dirigeants de la sous-section juive ont complètement perdu la tête. De rage contre nous ils sont maintenant prêts à tout, même à des stupidités du genre de ce meeting.

Nos camarades du Secours Rouge doivent protester énergiquement contre cette folie des énergumènes de la section juive. Il faut leur faire comprendre que le Secours Rouge n'est pas fait pour se venger d'un adversaire politique, mais uniquement pour secourir les victimes de la répression capitaliste.

Nous ne devons pas permettre à ces intrigants sans scrupules de souiller notre organisation prolétarienne par l'acte infâme qu'ils se préparent à commettre.

Dans toutes les réunions, dans les congrès du Secours Rouge qui se préparent, nos camarades doivent dénoncer les destructeurs professionnels des organisations prolétariennes. — O.

A CHALIGNY

L'intérêt derrière l'idéologie

En lisant l'article paru en première page de la Lorraine, journal communiste de la région, intitulé « la peur derrière la phrase » (n° du 5 avril) et qui parle de l'opposition dans notre région, j'ai été vraiment surpris de ne pas y trouver les insultes ronflantes de « traître », de « vendu », et autres petites ordures dont nos staliniens ont coutume de gratifier ceux qui refusent de les suivre dans leur voie tortueuse. Pourtant, j'aurais cru qu'après la défaite encaissée par Perroux à la dernière réunion générale du syndicat des mineurs mon compte serait bon.

Il n'en est rien. La question de l'opposition communiste est cette fois traitée de haut. On se borne à insulter des camarades qui ne sont pas de la région. Pourtant c'est moi, en accord avec de bons camarades d'ici qui leur ai demandé de venir à Chaligny, et le noyau que nous formons, uni à beaucoup d'autres, sera l'armée de « cet état-major sans troupes », n'en déplaise à nos trop zélés fonctionnaires, militants par intérêt.

Ce noyau-là, voyez-vous, ce sont ceux qui, à Chaligny, de 1920 à 1926, ont mené le rude combat des Jeunesses communistes ; ce sont eux que l'on voyait partout, dans les manifestations, meetings, campagnes de toutes sortes ; ce sont eux enfin qui étaient cités en exemples dans la région de l'Est et aujourd'hui, sacré farceur, ils échappent à votre contrôle et à votre autocritique.

Camarades de la gauche, tous ceux qui hors du Parti communiste ont gardé quand même une attitude révolutionnaire, votre place est dans nos rangs ! Venez nous renforcer et avec nous lutter contre les mots d'ordre stupides de « radicalisation des masses » et de journées staliniennes, contre l'autocritique — guillotine sèche pour les militants de gauche.

Face à tous les ennemis de la classe ouvrière, soyez avec nous à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire et de ses luttes.

G. PAGET.

La « Lutte de Classes »

M. SHACHTMAN : La lutte de classes dans la révolution hindoue.

PROMETEO : Faenza Milan (la crise du fascisme italien).

IL. TROTSKY : Du 3^e au 5^e Congrès de T. C.

J. GRAEF : La position de Marx dans la question syndicale et « la Révolution prolétarienne ».

A. ARIAT : Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire.

France : un an, 20 fr. ; 6 mois, 10 fr.

Étranger : un an, 30 fr. ; 6 mois, 15 fr.

Compte chèq. post. : Naville 1333-80-Paris

Prix du numéro : 64 pages, 2 francs.

45, boulevard de la Villette, Paris (10^e)

A la lueur de la révolte de Yen-Bay

Nous avons souligné dans le précédent numéro la « valeur » de la colonisation du point de vue du développement économique du pays colonisé. Les amateurs de conclusions hâtives vont s'écrier : « Mais alors, on ne comprend plus pourquoi vous combattez la colonisation ? » C'était pour prévenir cette objection aussi simpliste qu'imbécile que nous avons ajouté : « Née du fait brutal de la conquête et non du processus normal de l'évolution, la Révolution industrielle engendrée par la colonisation est tout à fait artificielle. »

Il s'agit aujourd'hui de tirer de cette constatation les conséquences les plus importantes.

Influence de la colonisation sur le rythme d'évolution des pays colonisés

Il est évident que sans cette conquête politique par les impérialismes européens, américain et japonais, les colonies actuelles se seraient mises quand même, par suite d'une nécessité vitale de l'évolution économique, dans la voie de la production rationnelle, du machinisme.

Par contre, l'expérience coloniale nous offre un exemple de pays dont le rythme d'évolution se trouve manifestement retardé par cette domination politique elle-même : ce sont les Indes. Là, la « présence de l'étranger » a permis à Gandhi de construire et de répandre son ultra-réactionnaire théorie de non-violence et de non-coopération basée sur une réaction sentimentale contre la machine, diable d'Occident, réaction qui malheureusement retient pour un temps assez long, hélas ! trop long, les masses hindoues plus près du mysticisme politique que d'un examen même superficiel des conditions concrètes de la lutte anti-impérialiste.

A cette considération particulière et « antimarxiste » (au fait Marx lui-même ne reconnaît-il pas que la direction historique peut être déviée, la marche historique peut être retardée par des « superstructures » plus ou moins fausses masquant une situation économique réelle) ajoutons cette remarque générale que si les relations internationales donnent plus de rayonnement aux conquêtes scientifiques et techniques faites par les pays avancés, la colonisation, domination politique d'une bourgeoisie arrivée au terme de son développement sur un pays jeune, constitue des entraves sérieuses à la marche régulière de l'histoire. L'Indochine est une justification assez éclatante de ce fait.

Une quarantaine d'années de pénétration militaire pour asseoir une domination politique, ce qui représente une perte considérable d'énergie qui auraient pu faire des merveilles (bourgeoises cela s'entend) dans le domaine économique et scientifique et qui étaient gaspillées dans les guérillas, les complots et les luttes d'intérêt entre la dynastie régnante et l'impérialisme étranger. Et puis quand, aux environs de 1900, la bourgeoisie française commença en Indochine sa pénétration économique, ce fut l'ère des gaspillages organisés, par exemple des travaux d'un million qui ont coûté au budget dix fois plus, les amis des gouverneurs empochant l'excédent.

De plus, la bourgeoisie agricole indigène étant en contradiction au début avec la bourgeoisie industrielle française, cette dernière disposant d'un pouvoir politique et militaire puissant et gardant encore le souvenir des récentes guerres civiles, écarte son adversaire du domaine industriel et commercial.

Cette lutte pour l'affermissement du pouvoir politique de l'impérialisme, pour la « légalisation » d'un acte illégal, la conquête, a contribué beaucoup à retarder le développement de l'économie nouvelle dont la bourgeoisie française voulait avoir le monopole, surtout au début de sa vie industrielle où l'étroitesse de son champ économique et le caractère peu accentué de la division du travail n'ont pas scellé économiquement les deux bourgeoisies.

C'est ainsi qu'on peut constater au point de vue économique la différence entre l'Indochine française, pays colonisé et le Siam, autrefois vassal de l'Indochine. Ce dernier, sur une superficie de 630.000 kil. carrés, c'est-à-dire 170.000 km. carrés de moins que l'Indochine et avec une

population trois fois plus petite, possède un réseau ferroviaire une fois et demie plus développé que celui de l'Indochine. (Siam : 2.900 km. Indochine : 1924 km.).

La position de la nouvelle bourgeoisie indochinoise

Donc la bourgeoisie indigène (nous parlons de la bourgeoisie industrielle et commerciale et non de la bourgeoisie féodale) née d'un choc artificiel est foncièrement incapable de bien remplir son rôle historique.

Frappée d'impuissance congénitale, « placée entre deux feux », elle n'a jamais pu et ne pourra jamais vivre sa vie indépendante. L'histoire a enregistré ses oscillations tantôt vers les masses non possédantes, tantôt vers la bourgeoisie impérialiste (française) sans que cette bourgeoisie arrive du moins jusqu'à ces derniers temps à se souder ou à se lier avec l'un ou l'autre des deux pôles sociaux indochinois.

La bourgeoisie indigène a commencé sa vie politique en prenant une position d'équilibre instable. Tout en ne bougeant pas de sa place, elle tend sa main droite aux impérialistes pour mendier des libertés nécessaires à son développement normal, tandis que de sa main gauche, elle joue maladroitement ses chansons patriotiques pour entraîner les masses, recourant ainsi au chantage pour contraindre son « adversaire étranger » à lui accorder ces mêmes libertés.

La Tribune annamite, la Tribune indigène, la Tribune indochinoise, l'Echo annamite, ainsi que les innombrables journaux et revues dirigés par les Pham Quynh et les Nguyen van Vinh sont autant de tours d'acrobatie de cette bourgeoisie.

Après bien des tâtonnements, la bourgeoisie indochinoise sombre pitoyablement dans la seule formule politique qui lui convient : la collaboration franco-annamite basée sur une vague égalité, sur la justice et la courtoisie (1), en réalité sur le partage inégal mais partage quand même de l'Indochine et des plus-values extraites du travail forcé des masses indochinoises.

A l'encontre d'autres bourgeoisies soutenues plus ou moins par les masses trompées, la bourgeoisie annamite est entrée sur la scène politique sans avoir pu au préalable rallier aucune partie des masses. Ce qui explique la façon brutale, « inélégante » dont la traite le gouvernement français, conscient de cette situation. Par deux fois, les représentants les plus autorisés de la France, importunés par les réclamations de nos élus bourgeois, leur ont dit nettement : « Vous ne représentez rien du tout... »

On s'attendait alors à une riposte vigoureuse de la part de « nos élus ». Rien ou plutôt quelques protestations platoniques, ce qui n'a rien d'étonnant quand on connaît leur impuissance congénitale à agir. La fièvre « opposition » que la bourgeoisie indigène dirige encore contre les injustices coloniales, sa « lutte » contre l'arbitraire colonial n'ont d'autre but que celui de masquer les manœuvres préparatoires de son adhésion attendue au programme « libéral » de collaboration économique et politique de l'impérialisme français dont les affaires marchent si bien qu'à l'heure actuelle s'impose le problème du recrutement d'auxiliaires nouveaux.

Après cette constatation que la bourgeoisie indigène née artificiellement n'est capable d'aucune révolution, écoutons Doriot professer maintenant sa théorie coloniale. « Révolution bourgeoise démocratique d'abord », dit-il dernièrement à la salle des Ingénieurs civils de la rue Blanche.

Aussitôt défilent dans mon esprit, avec une netteté aveuglante les horribles scènes de tortures en Chine lors de l'expérience « révolutionnaire » Tchankai-Chek-Staline.

Doriot peut-il comprendre que, frappée d'impuissance congénitale, la bourgeoisie indigène ne fera pas sa révolution démocratique, mais se placera au côté de l'impérialisme ?

Et puis, il y a la situation mondiale actuelle dont fait partie l'Indochine. Le capitalisme s'étend jusque dans les coins les plus reculés de l'Asie. Le monde, malgré qu'il se compose encore politiquement de

nations, tend à former un tout économique.

D'autre part la démocratie s'est suffisamment démasquée pour qu'il n'y ait plus de place pour une Révolution démocratique.

Révolution bourgeoise ou Révolution prolétarienne socialiste, pas d'autre issue.

Or si l'on sait distinguer le réel du formel, on peut dire que *réellement* la Révolution mondiale bourgeoise se fait parallèlement à l'expansion capitaliste elle-même sous toutes ses formes.

Reste maintenant la révolution prolétarienne socialiste. Bien entendu, cela ne se fera pas d'un coup. Il y a un processus compliqué, c'est-à-dire des étapes que nous ne pourrions préciser qu'après avoir, dans les prochains articles, mis en lumière la position créée, par le choc artificiel de la colonisation, aux paysans, au prolétariat, et expliqué les modalités d'un accord entre ces deux classes ainsi que le rôle des intellectuels révolutionnaires. Il

y a aussi le développement inégal du capitalisme. C'est dire que la lutte révolutionnaire vivante ne saurait se contenter des généralisations, des théories construites dans l'antichambre de bureaux même internationaux. Il faut suivre pas à pas les rapports dynamiques des forces coalisées, les accords temporaires passés entre elles, renforcés ou détruits par le développement ultérieur de la lutte. Nous pouvons dire pourtant déjà une chose : le parti révolutionnaire qui réussira est celui qui tout en maintenant une intransigeance idéologique, adversaire des concessions opportunistes genre révolution bourgeoise démocratique, saura dans l'action, passer des « compromis révolutionnaires » avec les alliés temporaires et provoquer la division dans le camp hétérogène de l'ennemi. Evidemment c'est difficile, surtout quand l'action et l'idéologie sans être une seule chose, ne sauraient non plus être séparées.

Un communiste indochinois.

DANS L'INDE

Le prophète et la révolution

Le *christ indien* a accompli le geste symbolique qui illustre la campagne de désobéissance qu'il dirige contre l'impérialisme britannique. La Semaine nationale qui commémore le massacre de 500 hindous à Jallianwalla en 1919 est consacrée à la lutte pacifique contre l'impôt du sel. Cet instrument de pression de l'administration anglaise frappe naturellement surtout les plus pauvres parmi une population dont la condition est déjà généralement misérable. Il consiste à faire payer le sel vingt-quatre fois sa valeur. Comme la gabelle des temps féodaux, il s'appuie sur une répression sans merci de la contrebande, la destruction des petits ateliers privés et l'importation forcée du sel gouvernemental. La lutte de Gandhi contre cette fiscalité odieuse à toutes les masses est le symbole de sa campagne générale contre la domination anglaise.

Après une marche de 250 kilomètres, Gandhi est parvenu à la plage de Dandi. Entouré de disciples, il est entré solennellement dans la mer pour puiser l'eau saline. Les dépêches relatent la petite guerre qui se déroula entre ses disciples et les agents britanniques qui brisèrent à coups de gourdin les petits pots de terre dans lesquels l'eau salée est exposée à l'évaporation. Curieuse forme imprimée à la lutte de trois cents millions d'opprimés contre la puissance anglaise. A l'anachronique exaction de la gabelle, répond le desuet prélevement de quelques litres d'eau de mer. Gandhi prétend ainsi chasser les Anglais de l'Inde en les isolant par l'abstention généralisée au milieu de l'immense population. L'infraction à la gabelle n'est que l'exemple choisi de la non-coopération de l'ignorance absolue de l'autorité britannique à laquelle il appelle le peuple. Quelque inquiétude qu'inspire à l'Angleterre l'indéniable et puissante fermentation nationaliste et révolutionnaire, si ébranlée qu'elle sente sa domination sur son plus riche, son plus ancien et son plus exploité domaine colonial, l'Angleterre sait qu'à cette croisade mystique elle est en état d'opposer ses escadrons de lanciers, ses cipayes dociles, ses mitrailleuses et ses croiseurs. « L'action de Gandhi, écrit le *Daily News*, devrait avoir une signification solennelle. Mais elle comporte certainement quelque chose d'un comique irrésistible. »

Gandhi essaie d'entraîner dans sa croisade pacifique les masses hindoues — comme le Congrès National, dont il est le mandataire, essaie d'imposer la direction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie à l'activité révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Son prestige « symbolique » essaie de capter au profit de la bourgeoisie hindoue l'instinct révolutionnaire des masses. Cette bourgeoisie non seulement redoute les progrès du mouvement ouvrier mais encore n'est même pas disposée à mener contre l'impérialisme britannique une lutte décisive. Cette forme de lutte lui convient. Déjà il y a près de dix ans, quand l'agitation nationaliste engagea dans la lutte des millions d'hommes décidés, le congrès regretta :

« la conduite inhumaine de la populace qui à Chauri Chaura a sauvagement assassiné les agents et brûlé les stations de police ». Déjà, alors, le Congrès exhorta les paysans à payer la taxe au gouvernement et la rente aux propriétaires. Déjà alors ce fut Gandhi qui joua son rôle dans la trahison des masses révolutionnaires.

Encore aujourd'hui c'est le religieux Gandhi, l'homme du retour au « rouet » artisanal, qui a la tâche d'entraîner les masses dans la croisade désarmée contre la puissance britannique. Pour désarmer plus encore « la conspiration à ciel ouvert » il la précède d'un message parlementaire au vice-roi des Indes. Les véritables forces révolutionnaires qui mènent une lutte décisive contre l'impérialisme britannique et le régime social débordent déjà le pèlerinage de Gandhi. Les grèves de dizaines de milliers d'ouvriers des chemins de fer du Great Indian Peninsular Railway et des ouvriers du textile, les collisions sanglantes de grévistes décidés avec une police impitoyable, c'est là que s'atteste la véritable vigueur du mouvement révolutionnaire hindou.

Les manifestations ouvrières spontanées témoignent de la force de la révolution hindoue : elles nécessitent une direction ferme. Seul, dans la crise ouverte, un parti communiste conscient et décidé, organisant l'avant-garde du prolétariat des grands centres, peut entraîner les masses opprimées des villes et des campagnes vers l'émancipation nationale et révolutionnaire. L'Internationale communiste, qui a dissous les forces révolutionnaires dans la cohue floue et sans principes de formations imprécises *ouvrières et paysannes*, a trop longtemps reproduit les fautes commises dans la révolution chinoise.

L'avenir immédiat du mouvement dépend du caractère que prendra l'effervescence ouvrière. La presse européenne ne s'y trompe pas : *La passion politique, dit-elle, l'emporte peu à peu sur ce qui, au début, était un haut idéal. La seule éventualité dangereuse, la seule menace redoutable pour l'Angleterre, c'est que les communistes transforment en révolution active la croisade passive de Gandhi.*

UNE BROCHURE QU'IL FAUT LIRE ET FAIRE LIRE

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

L'exemplaire, 64 pages ... 3 fr.
10 exemplaires 20 fr.
25 exemplaires 45 fr.

Dans les Jeunesses

AVANT LE CONGRES DE LA JEUNESSE OUVRIERE

Dans quelques jours, le congrès de la jeunesse ouvrière va se tenir à Paris. Ce congrès a un but très précis dans la situation présente ; il doit éclairer les jeunes travailleurs sur le rôle du capitalisme qui les exploite plus durement que les travailleurs adultes. Il doit aussi orienter l'allant de la jeunesse ouvrière dans sa lutte pour ses revendications économiques et politiques.

Avant de définir politiquement l'importance de ce congrès — ce que nous ferons dans notre numéro spécial des jeunes qui paraîtra le 18 avril — nous voulons analyser brièvement le travail des J.C. dans la préparation du congrès.

Le présidium du C.E. de l'I.C.I. avait imposé à la jeunesse communiste de France le recul de la date du congrès de la jeunesse ouvrière devant le peu de travail fait par les J.C. pour la préparation de ce congrès. Des mois se sont écoulés et rien ne fut changé, sauf de grands articles démagogiques dans l'*Avant-Garde* concernant le mouvement de la jeunesse ouvrière. Malgré tout le vent de la campagne de préparation, la direction ne peut cacher l'échec cuisant subi au congrès de l'automobile de la R.P. où aucun jeune ouvrier n'était présent. C'est dans cette branche d'industrie que l'on emploie le plus de jeunes ; c'était donc une bonne occasion de prendre contact avec les jeunes ouvriers qui subissent l'exploitation dans cette branche rationalisée.

Aucun travail positif n'est réalisé, car la direction régionale, qui est la plus forte de toutes les régions, est incapable de fixer les tâches des jeunes copains. Les circulaires qui pleuvent en ce moment ne peuvent y suppléer.

La direction a convoqué une assemblée d'information de la R.P. où il ne fut apporté que des phrases vagues et du bluff sur la « rencontre nationale ». On croirait que devant un congrès qui doit avoir pour tâche l'examen des revendications des jeunes travailleurs, il faut d'abord examiner soigneusement le moyen de faire triompher ces revendications, ce qui est la première étape de la lutte, sur le terrain économique, pour enrayer l'offensive du patronat s'efforçant de diminuer les salaires des jeunes.

Il faut qu'au cours de ce congrès, l'on fasse un tableau de la situation économique de la jeunesse, qu'on expose devant les délégués les mois d'ordre de lutte correspondant à la capacité présente des jeunes travailleurs. La conclusion devrait être la formation d'un large courant des jeunes vers le syndicat et non pas une conclusion politique purement verbale pour la seule satisfaction de la direction des Jeunesses. Cette direction est incapable de tout travail préparatoire sérieux et méthodique, mais par contre, elle peut bien bavarder sur la « rencontre nationale », les fêtes que l'on veut appeler Pâques rouges dont le caractère tapageur risque fort de transformer le congrès en une caricature de congrès. C'est le beau travail de Taboulet et Cie.

Quant à nous, nous serons au côté de la jeunesse ouvrière et nous nous efforcerons sans cesse de l'aider dans sa lutte et de l'orienter dans la bonne voie.

Daniel LEVINE.

LA PREPARATION DE LA « RENCONTRE NATIONALE »

Le 4 avril, la 4^e Entente a donné une assemblée d'information qui devait apporter aux camarades, des directives précises pour le travail pratique à élaborer en vue d'une bonne préparation du Congrès de la Jeunesse Ouvrière et Paysanne. Quinze jours avant le Congrès, c'est un peu tard !

Sur les quelques rayons représentés par 70 jeunes copains, deux ou trois seulement, se sont attaqués à la réalisation de leur plan de travail.

Il est vrai que la plus grosse part de responsabilité incombe à l'Entente, et c'est seulement à l'issue de cette conférence que « la liaison va être faite avec chaque rayon pour discuter de la préparation du Congrès, et pour diffuser le matériel ».

Quoique la date du Congrès ait été reculée par l'I.C.J. pour une bonne préparation, on peut considérer qu'actuellement rien n'est encore fait.

Pour tenir un véritable Congrès de la Jeunesse Ouvrière et Paysanne, il faut réunir de jeunes ouvriers inorganisés. Il fallait donc, point essentiel tenir des conférences d'industries. Six conférences de ce genre avaient été prévues, mais malheureusement, pas une n'a été tenue. Deux conférences de jeunes syndiqués ont eu lieu, qui furent deux échecs. Il ne nous reste donc qu'à profiter des réunions organisées par le syndicat des métaux. Tout cela est loin d'être suffisant.

Cependant, 500 délégués de province sont prévus — 250 pour la première entente. Sur quoi se base-t-on pour fixer ces chiffres ? Il aurait été intéressant de savoir quel travail avait été réalisé par la première entente ?

Le programme des trois journées fut expliqué aux camarades. Toutes les délégations seront conduites dans les fêtes de rayon ou de municipalités, qui n'auront pas seulement un caractère de fêtes mais... une atmosphère de lutte et de combat (!)

Puis toutes les délégations participeront aux ventes de masse de l'*Avant-Garde* qui seront faites sur quelques points centraux. C'est, paraît-il, un moyen de « démontrer l'activité des camarades de la région parisienne ». Je pense que c'est un bluff de démontrer l'activité des copains de cette façon.

Il est fort douteux que le congrès touche la masse des jeunes inorganisés, la préparation n'ayant pas été faite en profondeur, mais toujours de la même façon mécanique, 15 jours avant la rencontre. Il est également fort à craindre que ces trois jours soient une fanfaronnade, un coup de collier donné par la Jeunesse ; le travail reprendra son petit train, après !

Un jeune.

Livres reçus :

FRANA SRAMEK : *Le soldat étonné*, roman traduit du tchèque, par L. Brun-Laloin, 12 francs. (Grasset, éd.).

JEAN GRAVE : *Le mouvement libertaire sous la 3^e République* (Les Oeuvres représentatives).

F. HECKERT : *Vingt millions de chômeurs*, 0 fr. 50 (Bureau d'Éditions).

M. SHERWOOD : *La vérité sur les persécutions religieuses en U.R.S.S.* 3 fr. (Bureau d'Éditions).

G. KRILJANOVSKI : *Révélations sur un complot*, 2 fr. (Bureau d'Éditions).

Dans le Parti

CHEZ LES MINEURS AUTOUR D'UNE EXCLUSION

La *Vérité* a relaté dans son dernier numéro comment avaient été mécanisées certaines exclusions. Relevons le cas de Harnes. La tête de liste est un délégué-mineur unitaire. Sur 27 candidats 19 sont mineurs syndiqués ; 4 sont commerçants sympathisants ; 4 autres sont cultivateurs sympathisants.

Deux listes seulement en présence dans une commune de 14.000 habitants.

La deuxième liste est patronnée par M. Georges Dumoulin expressément revenu en permission du B.I.T. : « pour barrer la route au bolchévisme destructeur », textuel dans les circulaires Dumoulin.

Au premier tour nous avons huit élus ; l'autre liste en a deux. Dumoulin et ses amis sont par terre.

Au deuxième tour nous enlevons le reste. Conséquence logique : Dumoulin retourne à son fromage suisse. De là-bas il écrit dans la *Tribune* de Maës tout son dépit. Il demande l'exclusion de Mangematin du P.C. !

Les élections ont lieu en mai. Au mois d'octobre, Dumoulin reçoit satisfaction. Pourquoi ? Parce que dans le bureau du rayon de Lens, il devait se trouver des agents de renseignements pour le compte du vieux syndicat réformiste ?... à moins — ce qui serait plus grave — que le caractère de leur agence ne soit plus « canaille » encore ? Pour prononcer l'exclusion, on réunit à Lens une assemblée d'information. Tous les camarades de la cellule d'Harnes sont présents. En plus des reproches faits à l'occasion des élections, le bureau de rayon a le malheur de déclarer que le camarade Mangematin n'a pas fait son devoir au 1^{er} août.

Cela eût fait bien, si c'avait été vrai. Mais c'était totalement faux, et Mangematin eût vite fait de rappeler : qu'avant le 1^{er} août il était venu avec un autre camarade à Lens, pour retirer des tracts et que le bureau était vide ; qu'il écrivit donc lui-même un tract distribué par ses soins aux deux puits de mine ; qu'une grève partielle eût lieu à Harnes ; qu'il organisa une réunion l'après-midi — pour manifester — mais qu'on s'en tint à la réunion-conférence, parce que les auditeurs n'étaient pas nombreux ; qu'il fit lui-même la conférence (à défaut d'orateur de la ligne) contre la guerre... cependant que le bureau du rayon et le secrétaire de l'U.C. de Lens étaient allés au travail !

L'assemblée du rayon de Lens n'exclua pas Mangematin. Il fut frappé de suspension, chose qu'il accepta dans l'intérêt du Parti.

Peu de temps après, à la veille d'une élection à la caisse de secours, ce camarade qui jouit de l'entière confiance est désigné en tête de liste par les 14 sections syndicales de la concession des mines de Courrières.

Se dessine une manœuvre (qui désormais sera classique), un militant réformiste, délégué à la caisse de secours avec les voix patronales, attaque violemment la tête de liste dans une circulaire distribuée aux mineurs (avec des arguments livrés à la publicité par le rayon ?) Notre camarade Mangematin répond par une autre circulaire.

Résultat non attendu : à la veille du vote pour la caisse de secours, où le syndicat unitaire croit triompher à cause de ses huit délégués-mineurs contre quatre aux réformistes, les copains du rayon viennent froidement distribuer une circulaire aux mineurs, où dans un texte d'une confusion extrême, on apprend que Mangematin est définitivement exclu, et que les ouvriers devraient voter contre lui... mais qu'il fallait quand même qu'ils se prononcent pour la liste entière (textuel). Les réformistes qui n'ont jamais tant craint d'être battus jubilent, car malgré leur attachement connu aux dirigeants patronaux, et leur peu de sympathie chez les mineurs du fond, ils sont quand même réélus par 3.400 voix contre 2.500. Grâce à la circulaire du rayon. Il y a un grand nombre de mineurs qui n'oublieront jamais cette manœuvre cynique. Le but du rayon était clair : atteindre uniquement un camarade. Les mineurs n'aiment pas ce genre d'exercice, car la commune d'Harnes conserva sa majorité sur les réformistes. Et malgré tout, ce camarade arriva quand même en tête de sa liste.

Un correspondant.

UN RAYON SE DESAGREGE QUI EST RESPONSABLE ?

La Conférence du 33^e rayon s'est tenue dimanche 30 mars, à Versailles : elle a réussi à rassembler huit camarades représentant cinq cellules. Ces chiffres montrent la faiblesse du P.C. dans cette région, qui compte pourtant de nombreuses usines.

Le secrétaire du rayon expose la situation de l'ensemble des cellules, « situation de plus en plus critique » ; les camarades ne suivent plus les réunions ou quittent le parti ; il avoue que le 33^e rayon ne compte plus que 80 membres « il en comptait encore 190 l'année dernière », il montrera l'impossibilité de noyauter les ouvriers syndiqués : sur 2.000 syndiqués (union locale de Versailles), aucun n'est au parti. Dans les syndicats se fait ressentir le même malaise que dans le P.C. ; les effectifs diminuent peu à peu « une section de cheminots comprenant 150 membres est tombée à 10 ». Le sous-rayon de Palaiseau, lui, est presque anéanti, il lui reste 20 membres.

Tout à tour les camarades des cellules montreront les grosses difficultés qu'ils rencontrent à garder au Parti ces quelques camarades qui restent et la presque impossibilité de recueillir de nouveaux adhérents ; le manque de liaison est une des causes, et le manque d'appui de la part du C.D. qui est lui-même réduit à sa plus simple expression.

Les délégués de la cellule paysanne de la Ville-du-Bois protesteront contre le délaissement presque total des organisations agricoles, pourtant il y aurait un gros travail à faire parmi les petits paysans travailleurs et les ouvriers agricoles.

Le secrétaire du C.D. prend la parole ensuite. Après avoir épluché un à un les exposés des camarades, il tente de faire retomber les responsabilités sur les cellules, c'est-à-dire sur le nombre restreint de camarades actifs qui subsistent encore dans le rayon ; il constate un désintéressement complet et que les copains perdent leur foi révolutionnaire. En réponse aux délégués de la Ville-du-Bois, il déclare que la région parisienne étant plus industrielle que paysanne, notre mot d'ordre est : tous nos efforts dans les usines ; il dit même n'avoir rencontré à différentes reprises aucun appui, plutôt du sabotage de la part d'organisations paysannes, et que, s'il y a négligence, ce n'est pas la faute d'en haut.

Voyant que la conférence persiste à ne chercher les causes de la crise que dans des questions d'ordre pratique, un camarade dit nettement qu'il ne faut pas seulement rechercher les fautes dans le domaine pratique, mais que la ligne générale du Parti ne se trouve plus en accord avec l'ensemble de la classe ouvrière et que c'est de ce côté qu'il faut rechercher les responsabilités. La discussion devient plus orageuse, et le secrétaire du C.D. pour justifier sa position, cherche à séparer le travail pratique du travail politique et répète que toute cette crise découle seulement de l'inactivité des cellules. Il lui est impossible d'expliquer cette inactivité et l'éloignement des larges couches ouvrières de notre parti parle de faiblesses d'organisations qui ne correspondent pas à « l'essor révolutionnaire » des masses. Il place alors les inorganisés à un stade de combativité supérieur à celui des membres du parti. Le Parti n'est-il donc plus l'élite de la classe ouvrière ?

Les militants actifs viendront se grouper autour de l'opposition de gauche pour accomplir les tâches que le parti défait, par suite de sa mauvaise politique, est incapable d'accomplir. — H. Vincent, correspondant du 33^e rayon.

EMMANUEL BERL

Mort

de la
morale
bourgeoise

Second pamphlet

BERNARD SHAW

Guide
de
**la femme
intelligente**

Un vol. de 600 pages 15 fr.

90.000 exemplaires étaient souscrits en Angleterre et en Amérique avant la parution. Les idées les plus chères à l'auteur y sont exposées avec un humour animé et une clarté surprenantes.

ÉDITIONS MONTAIGNE

Quai de Conti n° 13 — PARIS (VI)

LA VIE OUVRIÈRE

DEUX CONGRÈS

20e UNION REGIONALE

Les assises de la 20e U.R. se sont déroulées pendant 4 jours à la Grange-aux-Belles. Nous ne voulons pas donner ici un compte-rendu des débats, mais seulement en examiner la valeur.

Le rapport d'activité devait être pour la majorité de la C.G.T.U. l'occasion d'écraser la minorité : n'avait-on pas mis tous les syndicats dans l'obligation de faire une assemblée générale, tous les syndicats minoritaires s'entend.

Cependant la minorité sort renforcée de ces assises de la plus importante U.R. de la C.G.T.U., de celle qui a le plus de militants, elle sort renforcée grâce à la majorité qui a montré tout au long de ces quatre journées de congrès que son unique souci était de combattre l'opposition avant de s'occuper des intérêts immédiats du prolétariat.

Après Béchet qui attaqua de front la minorité sous le prétexte de défendre et de commenter le rapport d'activité, défilerent à la tribune toute une série de ligards à pourcentage plus ou moins élevé.

Tous, sans exception, se cantonnèrent dans des lieux communs avec une attaque directe à la minorité pour prouver que l'on a compris.

Sur le rapport d'activité lui-même, aucune observation ne fut faite, rien des faiblesses nombreuses et importantes de l'incapable direction de la 20e ne fut critiqué, chacun des orateurs se contenta d'expliquer comment dans sa corporation telle ou telle grève s'était déroulée en s'efforçant de démontrer par là-même l'importance de la radicalisation et du nouvel essor révolutionnaire des masses et l'importance qu'il y aurait à ce que ce soit le Parti, au lieu et place des syndicats, qui dirige les grèves (lisez *politisation accentuée*).

Mais dira-t-on, puisque la minorité sort renforcée de ce Congrès, puisqu'elle gagne depuis l'an dernier un nombre important de voix, pourquoi n'a-t-elle pas précisé sa plate-forme ?

La majorité qui déclare ne pas craindre même dans la direction la minorité n'en a pas moins opéré une manœuvre aussi adroite que contraire à toute la tradition du mouvement syndical en France.

Adroite parce que la majorité sait qu'il y a dans la minorité plusieurs courants bien distincts.

Contre à la tradition, car il est toujours de coutume dans un congrès, quand le temps de parole est limité, d'indiquer le temps imparti à chacune des fractions qui composent le congrès et selon leur importance. Ce sont ensuite ces fractions qui désignent leurs orateurs. Cette méthode fut encore employée au dernier congrès de la C.G.T.U. Mais pour l'incapable direction de la 20e cette méthode était dangereuse, aussi fit-on décider par la fidèle majorité (sans assemblée générale) que chaque orateur (à part les secrétaires de la 20e et du Bureau confédéral bien entendu) ne pourrait tenir la tribune plus d'un quart d'heure et que les arrangements pour la désignation des orateurs ne serait pas permis.

Devant cette brimade la minorité n'intervint pas et c'est vraiment regrettable, car cela nous aurait permis de voir quel était dans les différents courants de la minorité celui qui aurait la plate-forme la plus sérieuse et la plus solide.

En présence d'une telle décision le Congrès devenait sans intérêt.

Seule la majorité s'est évertuée à prouver que la minorité cherche la scission. A tout bout de champ, à tout propos, des résolutions étaient présentées au Congrès et dans chacune d'elles « les volontés de scission » de la minorité y étaient dénoncées.

En conclusion nous pouvons poser la question suivante à la majorité : Pourquoi mettez-vous tant d'insistance à dénoncer comme scissionnistes les membres de la minorité qui, cependant sont autant que vous attachés à la C.G.T.U. ? Serait-ce que le moment est venu pour vous de mettre en application les décisions de l'I. S. R. et qu'il vout faut donner le change ? Alors en ce cas nous saurons vous dénoncer au pays prolétarien et il nous comprendra.

INDUSTRIES CHIMIQUES

Il ne nous a pas été possible de parler dans notre numéro de la semaine dernière du congrès de la fédération unitaire de la Céramique et des Industries Chimiques, qui, cependant, a son importance du fait que ces industries sont considérées comme des industries clef, et plus particulièrement les Produits chimiques que la Céramique.

Sans rentrer dans les détails des débats de ce congrès qui, d'ailleurs n'ont qu'une importance relative du fait du peu de discussion, il nous faut cependant apporter quelques précisions aux comptes rendus falsifiés de l'Humanité.

Vingt-et-un syndicats sur une quarantaine, participaient à ce congrès, mais sur ce chiffre, seuls, les syndicats de Paris, Lyon, Marseille, Dunkerque, Vierzon, Foëcy, Mehun-sur-Yèvre et Limoges étaient représentés directement, les autres avaient envoyé leur mandat à la C.G.T.U. qui, par le canal de ses U.R. et U.L. avait fait un véritable racolage de mandats.

Parmi les syndicats représentés, deux, Saumur et Rouen, n'ont encore, à l'heure actuelle, pris de cartes et de timbres à la Fédération pour 1930 ; un troisième, Le Havre n'a fait aucun versement à la Fédération depuis décembre 1928. Contestés par une partie du Bureau les mandats de ces syndicats furent admis quand même, sans doute en raison de la place que l'on donne aux non syndiqués !

D'autre part, le syndicat de Marseille qui était représenté cependant directement, groupe actuellement vingt syndiqués, plus une dizaine de membres du P.C. qui sont à ce syndicat au titre de « non syndiqués ».

La situation du syndicat de Lyon qui a pourtant à sa tête un extra-pur, en la personne d'Arnaud, est encore plus typique que les autres.

Il y a dans ce syndicat, environ quinze à vingt syndiqués des Produits Chimiques, et trente à quarante syndiqués céramistes ; les céramistes avaient envoyé un délégué en accord avec le bureau fédéral sortant, mais celui-ci, bien que représentant de fait sa section (les deux tiers des effectifs complets) du syndicat n'avait qu'un mandat consultatif, tandis que l'extra-pur, Arnaud, disposait du vote de l'organisation, et cela en vertu d'un congrès d'usine qui avait réuni trois syndiqués et trois non-syndiqués.

Deux syndicats seulement, Paris et Dunkerque, étaient minoritaires ; tous les autres étaient majoritaires et la plupart des mandats détenus par Marie-Bréant, Tillon et l'élegant bureaucrate syndical Ali.

Devant une telle situation, on devine ce qu'a pu être la discussion, car l'unique souci des majoritaires dans ce congrès fabriqué était de battre la direction fédérale représentée par Chabanon et Bloquet et quatre membres de la C.E. Fédérale Sûrs de leur victoire dès le début du congrès, leur but étant ainsi atteint, nos majoritaires se souciaient dès lors fort peu de l'intérêt des ouvriers.

Des « purs » qui sont à la tête des syndicats fantômes de Lyon et de Marseille expliquèrent la formidable vague de radicalisation des masses dans leur région.

D'autres parlèrent d'inspection du travail, ce qui fait qu'avec des discours très dans la ligne, nous avons entendu pas mal d'exposés du plus pur réformisme.

Aucune des interventions des camarades du Bureau sortant dans les discussions du travail pratique ne fut reproduite par l'Humanité qui s'est contentée de signaler que les délégués voulaient à tout prix faire prendre à ces camarades une position nettement anti-communiste.

En résumé, congrès sans histoire. Une nouvelle direction en est sortie, nous la verrons à l'œuvre ; ajoutons seulement qu'avant le congrès les moyens financiers permettaient à peine d'avoir un seul permanent, maintenant il y en a deux, et avec cela des moyens de propagande qui apparaissent assez larges.

Un délégué.

CHEZ LES DOCKERS

Les dangers de scission se précisent

Il était à prévoir que la fédération des ports et docks unitaire réagirait avec vigueur contre les moyens employés par le bureau confédéral pour abattre la direction fédérale, minoritaire. A la convocation du congrès des ports en avril, congrès organisés par-dessus la Fédération régulière, celle-ci vient de répondre par une affiche « mise en garde » apposée dans tous les ports.

« Organisant, par dessus la fédération et ses syndicats, au mépris des règles syndicales élémentaires, deux pseudo-congrès des ports, l'un pour la Manche et l'Atlantique, l'autre pour la Méditerranée, la direction de la C.G.T.U. donne un coup de poignard dans le dos à l'une des corporations les plus combattives de ce pays. »

Après s'être élevé contre la publication du *Cri du Docker*, journal de scission, l'affiche poursuit :

« Au moment où nous préparons le Premier Mai contre le patronat des ports, c'est une besogne criminelle. Camarades, la fédération seule qualifiée pour parler au nom des travailleurs des ports, vous met en garde contre le mauvais coup que s'approprient à accomplir les dirigeants de la C.G.T.U. Ne participez pas au congrès des diviseurs du prolétariat ! Préparez-vous pour les véritables congrès des ports qui vont être organisés sous les auspices de la fédération... »

Ainsi, c'est par le boycott, que répond la fédération aux mesures prises par le bureau confédéral. Que fera ce dernier ? Osera-t-il invoquer une discipline à laquelle sa politique et ses méthodes font perdre tout sens ? Les syndicats, les fédérations ont des droits reconnus, admis. C'est toute la structure de la C.G.T.U. qui est en cause lorsque le bureau confédéral pour des buts particuliers, des raisons de tendance, dépossède arbitrairement une fédération, en l'occurrence celle des ports et docks, de ses droits, de ses capacités.

La situation à Dunkerque est significative du danger que font courir au mouvement ouvrier les méthodes des chefs de la C.G.T.U. Le syndicat des dockers de Dunkerque est le syndicat le plus fort de l'union régionale unitaire du Nord. Il groupe la totalité des dockers du port et ses 4.300 membres constituent une force d'une combattivité remarquable. Le 4 avril, il vient d'infliger aux majoritaires une lourde défaite : par plus de 1000 voix contre une centaine, la politique des dirigeants de la C.G.T.U. a été condamnée. On s'imagine l'autorité que pourra ensuite avoir le bureau confédéral lorsqu'il convoquera le congrès des ports de la Manche et par suite la réaction des dockers de Dunkerque. De plus, en dehors des dockers, les bateliers et les marins, respectivement 1.500 dans leur syndicat, sont aussi minoritaires. Et ces trois syndicats groupant près de 8.000 adhérents subissent avec impatience, alors qu'ils fournissent la plus grosse part des cotisations à l'union locale, le secrétaire de cette dernière, le majoritaire Wegscheider, installé à leur siège. Les événements de Tourcoing menacent de se reproduire à Dunkerque.

Le départ d'un syndicat de dockers dans l'autonomie, peut entraîner la solidarité des autres syndicats. La tension actuelle, provoquée particulièrement par la convocation des congrès de dockers, peut faire craindre le pire. Déjà, la grande presse, par le *Matin*, ne cache pas sa joie de voir le syndicat des dockers de Dunkerque « rompre avec les éléments extrémistes et moscouitaires » ce qui signifie pour le *Matin*, la rupture avec la C.G.T.U. Cela doit aussi faire réfléchir les minoritaires et les inciter à demeurer obstinément dans la centrale unitaire.

Les responsabilités que prennent les dirigeants de la C.G.T.U. en essayant de se débarrasser des minoritaires, par des moyens de provocateurs, sont fort graves. La scission chez les dockers peut déterminer le départ d'un grand nombre de syndicats unitaires, minoritaires, dans l'autonomie ou à la C.G.T. C'est là un très gros danger et ce doit être pour tous les ouvriers révolutionnaires l'occasion de redoubler d'efforts pour abattre la politique des dirigeants de la C.G.T.U. dont les résultats comblent de joie la bourgeoisie et ses alliés de la C.G.T.

METALLURGIE PARISIENNE

Avant le congrès du 20 avril

La conférence des délégués des usines parisiennes de la métallurgie, préface du congrès général du 20 avril, devait, disait l'Humanité, « marquer une étape importante dans la lutte des métallurgistes ». Elle aura été, en fait, une démonstration de la faiblesse du syndicat unitaire des métaux, réduit à organiser de vaines manifestations, dont l'apparence même, était pitoyable. Cette conférence a d'ailleurs été liquidée en 2 heures !

On s'est bien gardé de donner des chiffres sur la représentation des usines. Discretion obligée. Comment, en effet, avouer que la plus grande partie de la centaine de « délégués » ne représentaient qu'eux-mêmes ? Et cela alors que cette conférence comme d'ailleurs le congrès du 20 avril, doit préparer la grève générale de la métallurgie parisienne.

Weckstein, secrétaire du syndicat, ouvrant la séance, nous a redit que pour lutter efficacement contre la rationalisation, il fallait réaliser le front unique des ouvriers par les comités de lutte. Sur les moyens de les créer et si, depuis si longtemps qu'on en parle, il en existe, Weckstein préfère ne pas insister. Les minoritaires ont fait lire un texte où ils disent que... « pour toute action vraiment revendicative, ils feront l'unité d'action ». Signalons l'intervention du secrétaire des tourneurs-robinetiers, lequel s'inquiète du peu de temps dont on dispose pour faire un 1er mai sérieux et qui craint de voir à cette occasion, se renouveler comme l'année passée, les arrestations massives et les organisations rester impuissantes.

Varagnat, au nom du parti communiste, d'un ton funèbre, a ressassé les formules très connues sur l'imminence de la guerre et il a dit que le 1er mai devait être considéré non comme une « journée insurrectionnelle », mais comme une « journée revendicative et politique de masses ». Après lui, Roy demande qu'on insiste particulièrement sur la lutte pour le maintien des 8 heures, l'augmentation des salaires et les vacances payées, afin d'éviter le vague de la « lutte contre la rationalisation ». Laroulandie, autre secrétaire du syndicat, affirme qu'il faut « des mots d'ordre correspondants à la situation ». Bien sûr ! Mais ne fait-on pas depuis des années exactement le contraire, témoin la dernière nouveauté sur le parrainage des régiments ? Pour Cadot, les résultats obtenus par la section de la fonderie où 50 p. cent des maisons ont dû accorder des augmentations de salaires et 30 p. cent des vacances payées, peuvent être généralisées à toute la métallurgie. Pour cela il faudrait, ce que ne dit pas Cadot, qu'au lieu de faire des 1er août et des 6 mars, on s'attèle sérieusement à la difficile besogne de la conquête des grosses entreprises, par une action revendicative bien étudiée.

Un comité régional de lutte a été désigné ; il aura pour tâche la préparation du congrès du 20 avril et de la grève générale, pas davantage (sic). Les dirigeants du syndicat des métaux feignent de ne douter de rien. Parler de grève générale, avec une proportion infime d'organisés (pas même 2 p. cent), avec l'absence de bases sérieuses dans les grandes usines, avec des mots d'ordre excessifs et vagues, est pure folie. Mais pour ces dirigeants, la « ligne » oblige. — G.

UN LIVRE

que chaque militant doit lire

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY
Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS
Un volume in-16 Jésus
de 612 pages

Prix : 25 francs

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse,
PARIS-10e

LA VIE DE L'OPPOSITION

Première réunion internationale L'unification de l'opposition allemande

Le 6 avril s'est constitué à Paris le Secrétariat international provisoire de l'Opposition communiste. Nous avons dit d'autre part l'importance de ce fait. C'est une étape qu'il faut apprécier dans toute sa plénitude. L'opposition internationale de gauche n'est pas un assemblage hétéroclite de groupes nationaux et locaux. C'est une organisation internationale unie, sur la base de la lutte marxiste coordonnée dans le monde entier. L'opposition de gauche prend son plein sens sur le terrain international, en tant qu'organisation mondiale. Son rôle n'est pas de représenter dans chaque pays une opposition stérile au parti communiste officiel, sur la base des errements locaux les plus flagrants du parti, mais d'être l'organisation de lutte internationale qui maintient vivante la doctrine et l'action marxistes telles que l'I.C. les a formulées dans sa première période, et telles que l'appareil de l'I.C. les abandonne actuellement.

La période de rassemblement, de discrimination, de cristallisation de l'opposition internationale de gauche, n'est pas aujourd'hui terminée, mais déjà, sous la pression des circonstances, sa figure apparaît nettement. Dans chaque pays, des noyaux marxistes se sont sélectionnés, qui, aujourd'hui, doivent nécessairement s'unir dans la doctrine comme dans l'action.

Nous avons déjà exposé comment nous avons pris l'initiative de créer un Bulletin International d'Information dont la tâche sera de préparer une véritable conférence internationale. Nous avons lancé un appel public à ce sujet dans la *Vérité*.

Le projet est maintenant entré dans l'ère des réalisations. Depuis que notre premier appel a été lancé dans la *Vérité*, le 21 février, nous avons reçu les réponses de la presque totalité des groupes de l'opposition internationale, abstraction faite de quelques groupes dont l'éloignement ne nous a pas permis de recevoir encore la réponse. Il est déjà clair que la future Conférence Internationale de l'Opposition de gauche représentera vraiment la totalité des forces marxistes de l'Internationale.

L'objet de notre réunion du 6 avril a été de constituer un secrétariat international provisoire, qui assurera la publication du *Bulletin International*, dirigera et contrôlera la discussion qui s'y poursuivra. Les groupes suivants avaient des délégués présents : *Ligue Communiste (Opposition) (France)*, *Ligue Communiste d'Amérique*, *Opposition unifiée du P.C.A. (Allemagne)*, *Groupe d'opposition du P.C. Belge*, *Opposition espagnole*, *Opposition de gauche tchécoslovaque*, *Opposition communiste hongroise*, *Groupe juif*.

Divers groupes qui se sont trouvés dans l'impossibilité de se faire représenter avaient envoyé leur adhésion par écrit ; c'est le cas de deux groupes autrichiens et d'un groupe tchécoslovaque.

On a lu ici la lettre d'adhésion de l'Opposition russe.

Quant à nos camarades du Mexique, de l'Amérique du Sud, de Chine, il n'avait pas été possible de les toucher. Mais par la correspondance antérieure échangée, nous savons qu'ils sont en plein accord avec nous pour réaliser au plus tôt l'unification des groupes de l'opposition de gauche.

L'accord s'est vite réalisé sur la publication du *Bulletin*. Le *Bulletin International* paraîtra aussi souvent que le permettront les ressources du secrétariat international, c'est-à-dire à la mesure de la contribution des divers groupes, en principe deux fois par mois. Les textes publiés seront de deux sortes. D'une part des textes d'information envoyés par tous les groupes, sur la situation politique de leur pays, de leur organisation, de leurs luttes, etc... En ce sens le *Bulletin* sera le véritable lien international entre les différents pays. D'autre part des articles de discussion, visant à la préparation de la conférence, à l'élaboration de sa plate-forme politique.

Un secrétariat a été désigné pour prendre la responsabilité de la publication du *Bulletin* jusqu'à la convocation de la Conférence internationale. Il comprend quatre camarades représentant l'opposition

russe, allemande, française, et si possible belge. Le travail technique se fera à Paris, l'édition étant assurée par notre *Ligue Communiste*.

Le 6 avril nous avons profité de la présence à Paris de délégués de huit groupes de pays différents pour donner une information mutuelle sur la situation et les perspectives des différents groupes. Ce fut déjà, oralement, l'ébauche du travail qui devra être accompli dans le *Bulletin*.

La constitution du secrétariat international va permettre dès à présent de réaliser une certaine coordination dans le travail d'information international. Ce travail d'information déborde largement la simple éducation. Il signifie aussi qu'il faut apporter à chaque groupe l'aide de tous les autres, et il permettra à chaque groupe de comprendre exactement la situation de tous les autres : par suite aussi il pourra toujours prendre une position nette en connaissance de cause, sur l'activité politique de tel ou tel groupe. Naturellement le secrétariat n'est pas qualifié pour trancher les questions pendantes ou débattues, mais son droit reste celui d'initiative, dans les limites de la préparation à la Conférence internationale, à sa délimitation idéologique, et à sa cohésion. Seule la Conférence internationale pourra, après une étude et une discussion sérieuse des problèmes, adopter un secrétariat politique définitif, et une plate-forme unifiée.

Nous nous adressons ici non seulement aux groupes qui ont déjà directement répondu à notre appel, mais aussi à ceux qui ne l'ont pas encore fait. Nous leur demandons d'envoyer à la Rédaction du *Bulletin International*, 45, boulevard de la Villette, Paris, 10e, des textes de deux sortes. D'abord des textes d'information. Ensuite des textes de discussion. Les textes de discussion peuvent être ou bien des résolutions, déclarations, thèses, formulant une position politique proposée à la discussion, ou bien un article de discussion sur un autre texte. Nous demandons à chaque groupe d'envoyer des articles aussi courts que possible. Tout texte qui serait trop long pourra être publié dans la *Lutte de Classes*, qui affecte provisoirement non seulement le caractère de revue théorique de l'opposition communiste française, mais aussi internationale, quoique rédigée entièrement en français.

En ce qui concerne les langues dans lesquelles sera rédigé le *Bulletin*, nous avons été obligés, pour des raisons matérielles, de nous restreindre aux suivantes : La majorité des textes en français, les articles d'Allemagne en allemand, et les principaux articles étrangers aussi traduits en allemand ; enfin, les principaux textes intéressant le mouvement en Amérique ou en Angleterre seront publiés en anglais.

Maintenant, avec l'aide de l'opposition internationale, il faut se mettre au travail.

Nous avons donné dans la *Vérité* les éclaircissements nécessaires sur la crise qu'a traversée l'aile gauche communiste allemande organisée dans le *Léninbund*. L'erreur fondamentale du *Léninbund*, dirigé par Urbahns, a consisté à négliger de conserver des liens suivis avec les ouvriers communistes organisés dans le parti, et à se présenter toujours comme un véritable second parti. Il s'en est suivi infailliblement un isolement et un dépérissement de l'organisation, et une rupture avec les masses qui combattent autour du parti communiste — masses qui représentent dans l'Allemagne d'aujourd'hui, l'immense majorité du prolétariat révolutionnaire. Cette erreur stratégique fondamentale a naturellement été doublée par des appréciations fausses sur la situation politique mondiale, particulièrement en U.R.S.S., et aussi en Allemagne. En fin de compte, toute une fraction du *Léninbund* s'est levée contre la politique d'Urbahns, et comme Urbahns, se souvenant des leçons de Zinoviev, ne trouva d'autre remède à la situation qu'une exclusion massive de nos camarades, ceux-ci ont été logiquement amenés à envisager une nouvelle organisation, qui unifie toutes les forces de la gauche communiste. En dehors de la minorité du *Léninbund*, il existait en Allemagne deux groupes importants qui luttaient sur la plate-forme de l'opposition de gauche, à Wedding, quartier ouvrier de Berlin, et dans le Palatinat. Ces camarades luttaient depuis de longues années avec l'opposition de gauche, mais dans le parti communiste, en participant activement à la lutte ouvrière.

Par leur tradition différente la minorité du *Léninbund* et l'opposition du Wedding et du Palatinat s'opposaient sur de nombreux points.

Cependant leur plate-forme politique générale n'offrait pas de différences profondes. La question de l'unité entre eux devenait une question brûlante qu'il fallait résoudre dans le plus bref délai. Le 30 mars eut lieu la conférence d'unification des deux groupes, à laquelle assistaient un camarade représentant l'opposition américaine, et un camarade représentant l'opposition française. La fusion fut réalisée, et la nouvelle opposition adopta le titre de : *Opposition de gauche unifiée du Parti communiste allemand (bolcheviks-léninistes)*. L'opposition possède de forts noyaux à Berlin (Wedding), en Saxe, dans le Palatinat, à Königsberg, etc... Dès maintenant paraît son nouvel organe, bi-mensuel pour commencer : *Le Communiste*.

Après la crise, surgie dans le *Léninbund* par suite de la fausse politique incontrôlée de Urbahns, l'unification des groupes qui se placent sur le terrain de l'opposition marxiste a été le pas décisif qui lui permettra, avec un travail opiniâtre et courageux, un développement nouveau. Par le nombre de ses adhérents, l'opposition représente une force à peu près égale à celle du *Léninbund*. Mais elle a le grand avantage de posséder une plate-forme politique dénuée d'équivoque, et d'être dans un contact étroit avec la masse ouvrière combattante. A Wedding, tous nos camarades luttent dans le parti. Nous devons considérer que l'unité acquise de l'opposition communiste allemande donne des possibilités d'action nouvelles énormes à la gauche, surtout maintenant qu'elle travaille en liaison étroite avec l'opposition internationale.

Dans aucun autre pays, sinon peut-être en Amérique, la situation de fait n'offre des perspectives aussi favorables à l'aile gauche, qu'en Allemagne. La bourgeoisie y mène une offensive acharnée contre le prolétariat, pour lui soutirer ce dont elle a besoin pour exécuter le plan Young, un chômage massif existe, et aussi une volonté de lutte qui ne laisse pas un instant la classe ouvrière allemande inactive. Elle lutte sans cesse sur le front économique, et aussi, à un degré très supérieur à celui qui existe en France et même aux Etats-Unis, sur le front politique. Les fautes du P.C.A. sont profondes. Ce parti qui se vante d'être « le plus bolcheviste après le parti bolchevik » subit la direction d'une clique stalinienne qui l'a en-

traîné l'année dernière dans un aventurisme sans issue. Actuellement, en même temps que la social-démocratie a quitté momentanément le pouvoir, le P.C.A. amorce un « tournant » à droite, qui ne peut manquer, réalisé par la direction actuelle, d'être aussi désastreux que le précédent tournant « à gauche ». Déjà les brandlériens se frottent les mains de ce tournant à droite, et souhaitent, vainement d'ailleurs, la reconstitution dans l'Internationale du bloc centre-droite de 1926-1927. Dans cette situation, les possibilités, et les tâches de la gauche sont considérables. La première étape de son travail doit être de réaliser la diffusion la plus large possible de son journal, et d'arriver rapidement à le publier hebdomadairement. Ce ne sera pas trop de toutes ses forces pour cela.

L'opposition communiste en Allemagne peut devenir rapidement un des noyaux les plus forts, les mieux enracinés dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, de l'opposition internationale. Non seulement elle le peut, mais elle le doit. La situation du prolétariat allemand nécessite une direction politique du mouvement communiste qui rompe avec les méthodes actuellement en usage dans le P.C.A. Education, organisation, méthode de lutte, stratégie et programme d'action doivent être révisés. A cette révision marxiste *Le Communiste* doit participer activement.

L'opposition communiste va s'attacher dès maintenant à rédiger, publier et diffuser une plate-forme politique générale. Nous y reviendrons ultérieurement, lors de sa publication.

Notre *Ligue Communiste (Opposition)*, travaillera en étroite liaison avec l'opposition unifiée d'Allemagne. Nous lui apportons aujourd'hui le témoignage de notre solidarité dans l'action. Nous voulons avec elle que les premiers pas qu'elle vient de faire soient continués par une marche rapide, avec une organisation puissante des forces qui éviteront aux travailleurs d'Allemagne la défaite dans le putsch ou la retraite — vers la révolution prolétarienne internationale.

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître prochainement

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 15 fr. franco

Après publication, le prix sera porté à 20 francs

La Vérité

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Mémilmontant 73-26

Vient de paraître

DOTY

LA LÉGIION DES DAMNÉS

Vie et combats de la Légion étrangère. — La guerre contre les Druses. — Relation sensationnelle d'un légionnaire américain

Un volume 12 fr.

Librairie Stock
Delamain et Boutelleau